



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 - 1992)

Kalenga, P.C.

Citation

Kalenga, P. C. (2014, April 30). *Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 - 1992)*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/25713>

Version: Corrected Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/25713>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/25713> holds various files of this Leiden University dissertation.

Author: Kalenga Ngoy, Pierre Célestine

Title: Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 -1992)

Issue Date: 2014-04-30

Chapitre II : Règne de Mwenda Munongo, situation sociale : effort de guerre et ses conséquences

Ce chapitre étudie la situation sociale de Bunkeya depuis le début de la seconde guerre mondiale jusqu'à la mort de Mwenda Munongo dont le règne était controversé. Apprécié par sa population, le pouvoir colonial se méfiait de sa personnalité. Sa mort surviendra au moment où le Congo entre dans la phase des turbulences politiques et sociales. L'attention du colonisateur étant plus tournée vers le monde urbain que vers le monde rural. Ainsi le chapitre est divisé en cinq sections. La première présente la personne de Mutampuka, sa vie, son investiture et ses rapports avec l'administration coloniale. La seconde section porte sur la participation des populations du ressort du territoire de Likasi en général et de Bunkeya en particulier à l'effort de guerre. Il s'agit de poursuivre l'analyse sur l'agriculture et ses cultures obligatoires et de jeter un regard sur les différents aspects de la vie sociale des populations autochtones. La troisième section aborde la question de l'impact des organismes créés à la fin de la guerre comme le FBEI et le CEPSI sur le monde de Bunkeya. La quatrième section parle des rapports entre Bunkeya et le monde urbain, il y est question d'élucider la problématique des relations villes-campagnes dans le contexte du Haut-Katanga Industriel. La cinquième et dernière section traite de la fin du règne de Mwenda Munongo Mutampuka.

A présent, tournons notre regard sur le règne de Munongo et l'implication de celui-ci dans l'évolution sociale de Bunkeya.

II.1 Le règne de Mwenda Munongo Mutampuka

II.1.1 La vie de Mwenda Munongo

Les différentes sources que nous avons consultées, ne font pas véritablement mention de son nom dans l'histoire de la lignée des chefs yeke. Mutampuka, fils de M'siri, naquit vers 1875, d'une mère luba. C'est à Kibanda en région luba de Bukama, qu'il aurait passé une bonne partie de son existence. Grévisse qui l'a connu à Bunkeya, fait une brève description de son physique et de son caractère en ces termes : « *D'un physique épais, très intelligent, mais renfermé, il n'attirait pas d'emblée la sympathie. Il s'exprimait par courtes phrases, souvent réticentes, parfois acérées. Il s'occupait de négoce et, souvent en voyage, se souciait peu de la vie politique de la chefferie. Rien n'attira sur lui l'attention avant la mort, en 1940, de son frère Kitanika.* »³⁷⁷ A Bunkeya il passait son temps au champ pour dire qu'il était réellement

³⁷⁷F.Grévisse, « La lignée », .614.

renfermé sur lui-même. Comme le confirme Kashoba : « *Mutampuka est donc à Bunkeya où il s'installe dans le quartier qui s'appelle Bwala ou quartier « Munongo ». C'est là que réside toute sa famille, femmes, enfants, gendres, petits-enfants etc. Toutefois lui-même va passer la plupart de son temps à Kalumba où il y avait ses champs. C'est un domaine situé à une dizaine de kilomètres de Bunkeya sur la route qui va vers Lubudi.* »³⁷⁸ Le comparant à ses frères, Kashoba souligne que contrairement à ses frères Mukanda Bantu et Kitanika, Mutampuka est un homme de haute taille. Il mesure environ 1,80 m, il a une personnalité très forte. C'est un homme de décision et un infatigable travailleur.³⁷⁹ L'administrateur Montenez faisant rapport sur la mort de Kitanika écrit ces quelques lignes sur la vie de Munongo Mutampuka : « Frère puiné de Kitanika, il participa aux nombreuses expéditions militaires entreprises par Mukanda Bantu au profit de l'E.I.C et à l'occasion de l'accession de Mwenda Kitanika au pouvoir, il est devenu un des trois plus grands notables de la chefferie avec Magabwa et Ntalasha. Depuis 1910, il n'a cessé d'exercer ces fonctions. »³⁸⁰

En somme Mwenda Mutampuka, comme le dit Grévisse, n'était pas connu du milieu européen. Kashoba, cependant, n'est pas de cet avis. Pour lui, Mutampuka était bien connu, mais ses prises de position étaient souvent contraires au point de vue des administrateurs de territoire. Il était parfois contre certaines décisions des administrateurs territoriaux. C'est ainsi qu'un jour du mois de mai 1933, par exemple, l'administrateur de territoire F. Grevisse, quitta Jadotville pour Bunkeya en tournée d'inspection de routine dans son territoire. Trouvant Bunkeya envahi par les mauvaises herbes, Grevisse se mit en colère. Il interpella le grand chef Kitanika et lui intima l'ordre de faire revenir tous les habitants du village qui se trouvaient aux champs pour que chacun mette sa parcelle en état de propreté. Kitanika convoqua les notables et chefs de quartiers autour de Grevisse qui répéta l'ordre et demanda, pour la forme, s'il y avait un avis contraire. Mutampuka demanda la parole et dit :

Monsieur l'administrateur, mettre nos habitations en état de propreté cela s'entend bien, nous sommes tous d'accord. Toutefois, nous faire revenir pour rester ici pendant cette période, je trouve que c'est inopportun, ce n'est pas encore le moment. En effet, non seulement nos champs sont loin du village (entre 3 à 5 km) mais encore et surtout c'est en ce mois de mai que

³⁷⁸ A.Kashoba Mwenda, *Qui est l'assassin de Munongo Ier, trois missionnaires catholiques au banc des accusés*, éditions Goschen, (Lubumbashi, 1999), 57.

³⁷⁹ *Ibid*

³⁸⁰

nous assurons la récolte du maïs. Et pour les autres produits tels que le sorgho, le sésame, la patate douce, etc., c'est bientôt aussi, c'est-à-dire vers la fin du mois de mai ou au milieu du mois de juin. Dès lors, si chacun de nous quittait son champ pour ici, nous laisserons nos récoltes à la merci des oiseaux, des singes et de tous les autres parasites et prédateurs de tous genres. La récolte sera à coup sûr compromise avec ce que tout cela comporte comme conséquences néfastes. Ce sera un véritable gâchis. C'est pourquoi je propose qu'au lieu que chacun vienne débroussailler autour de sa maison, il faut que chaque chef de quartier vienne avec quelques hommes assurer la propreté de son quartier tandis que les autres continueront à s'occuper de la récolte jusqu'au mois de juin tout au plus³⁸¹

La proposition fut approuvée à l'unanimité par les assistants ; et l'administrateur de territoire lui-même la trouva pertinente. Quelques jours, plus tard, quand il revint à Bunkeya, il trouva un village propre. Se référant aux divers renseignements qu'il avait obtenus des Européens, qui ont connu l'intéressé dans ses fonctions de notables et ses propres impressions, il en conclut que Mutampuka illettré, était moins diplomate et moins habile que Mwenda Kitanika. Il ne possédait pas, comme son prédécesseur, ce vernis de politesse presque européenne qui rendait le chef si sympathique aux Blancs. Pour mieux comprendre le sens de l'investiture de Munongo, nous ferons un petit recul dans le temps. Nous parlerons de la mort de Mwenda Kitanika et du choix porté par les notables sur la personne de Mwenda Munongo.

II.1.2 L'investiture de Mwenda Munongo

II.1.2.1 La mort de Mwenda Kitanika

A Pâques 1940, Mwenda Kitanika assista à la messe solennelle. Quelques jours plus tard il contracta un refroidissement. Le docteur Catrysse le soigna, mais en vain. C'est alors que le Père Supérieur lui offrit d'accepter le baptême. Il accepta et choisit lui-même son nom de baptême en souvenir du Roi Albert. Il mourut le lendemain, 7 avril 1940. La mort chrétienne du chef fut dans toute la région comme un signal. Les anciens jusqu'alors refusaient le baptême de crainte de ne pouvoir rejoindre leurs ancêtres dans le pays des morts. Voulant dorénavant suivre leur chef, les grands notables vinrent à se convertir. Pour l'église catholique locale, c'était la victoire du christianisme sur le paganisme. C'est pourquoi les funérailles d'une grande envergure eurent lieu le 8 avril 1940. Les catholiques pratiquèrent les obsèques liturgiques à l'église et au cimetière. Les protestants, voulant manifester leur attachement au défunt, portèrent son corps sur une partie du trajet, jusqu'à la tombe. Un pasteur lut alors un passage de l'Écriture sainte. Après que l'Administrateur territorial, Paul

³⁸¹ A.Kashoba Mwenda, *Qui est*, 61-2.

Montenez, lui eut adressé un dernier hommage, combien mérité, le défunt fut inhumé selon les rites propres aux chefs yeke.

L'épineuse question fut le remplacement de cet illustre chef, dévoué et sympathique collaborateur. Le choix porté sur Munongo ne rencontrait pas l'assentiment de l'administration coloniale. Dans le rapport sur la mort de Kitanika et son remplacement, monsieur Montenez présente la complexité du problème, c'est ce dont nous allons parler dans les lignes qui suivent.

II.1.2.2 Choix et investiture de Mwenda Munongo Mutampuka.

Dans l'introduction du rapport, l'administrateur marque que l'événement qui domina cette année l'histoire de la circonscription fut le décès de Mwenda Kitanika et l'investiture de son successeur. La coutume yeke tendait à un remplacement très rapide du chef décédé. Aussi dès le 23 mai, elle proposait à l'autorité supérieure la candidature de Munongo Mutampuka, frère cadet de Kitanika et le plus âgé des descendants de M'siri encore en vie. Il était unanimement désigné et réclamé par toute la population comme successeur de Kitanika. Pour l'administrateur la question du choix du successeur de feu Mwenda Kitanika était assez complexe pour plusieurs raisons. La première, c'est le fait que la chefferie des Bayeke, située aux portes de Jadotville, était composée d'une population très évoluée, dont un grand nombre de ressortissants sont ou ont été en rapport constant avec la population européenne. Poursuivant la même argumentation, il soutint que rares sont les Yeke qui, étant trop âgés continuaient à travailler pour l'Européen et s'attardaient dans les grands centres. Le noyau des évolués grandissait d'année en année. Devant cette situation, c'est-à-dire la mort de Kitanika, l'administration devrait saisir cette opportunité pour placer à la tête de la chefferie des Bayeke un chef très évolué, instruit, jeune. Dans une autre alternative, celle de rester dans la tradition et pour plaire aux vieux notables n'ayant jamais quitté leur milieu, il fallait désigner un chef d'un certain âge, né avant l'arrivée des Belges dans la région.³⁸²

L'évolution rapide qui se manifestait partout à la mise en application du décret du 5 décembre 1933 devait inciter à choisir un élément capable de poursuivre la voie du progrès. En effet ce décret mettait en exergue les qualités intellectuelles des chefs locaux et exigeait aux administrateurs de suivre de près l'instruction et l'éducation des enfants des chefs et des notables. L'administrateur se réserva de faire une autre proposition que celle voulue par le peuple.

³⁸²Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1940, 19-2.

Nous ne pouvons le faire, en ce moment, à Bunkeya pour ne pas froisser la susceptibilité des natifs. Ceux-ci sont fiers, à juste titre, de leur histoire faite exclusivement de conquêtes et de leurs chefs. Les exploits de ceux qui ont participé aux raids de quelques survivants de ces épopées sont honorés à l'égal de demi-dieux. L'un de ces chefs des bandes, aux exploits fameux, est le seul fils encore vie de M'siri. Il s'appelle Munongo Mutampuka. C'est un vieillard encore robuste, possédant énormément d'autorité sur tous. Il fut choisi à l'unanimité par 90 électeurs présents.³⁸³

Les vœux des autorités coloniales étaient de voir Antoine Munongo, le propre fils de Munongo Mutampuka interprète depuis près de trois ans au Parquet d'Elisabethville, présider aux destinées de cette chefferie. « *Il est un individu remarquablement doué et possédant une formation comme peu d'indigènes n'en recevront encore d'ici longtemps. Il pouvait paraître séduisant de faire appel à un sujet si bien formé pour continuer la lignée des grands chefs que furent les M'siri, Mukanda Bantu et Mwenda Kitanika* ». Quelque raison jouait en sa défaveur. Antoine Munongo n'était-il pas trop évolué pour le vieux milieu indigène de Bunkeya et cette disproportion entre le chef et ses sujets n'aurait-elle pas provoqué entre eux une incompréhension intellectuelle ? Non, Antoine Munongo a prouvé plus tard en sa qualité de Mwami, qu'il était en mesure d'allier sa haute connaissance et sa vie coutumière. Il avait fait de la culture yeke son cheval de bataille. Il en sera question dans le prochain chapitre. D'autres raisons d'origine essentiellement coutumière ne pouvaient permettre de retenir en ce moment-là cette candidature. Il aurait d'abord fallu pour faire aboutir celle-ci que Munongo Mutampuka se désistât en faveur de son fils. Or, malgré son vif désir de se voir assisté par ce dernier, l'intéressé entendait bien devenir chef lui-même. L'amener à abdiquer par une pression morale plus ou moins camouflée eut risqué de mettre en opposition le fils d'une part et le père appuyé par tous les anciens et l'opinion publique d'autre part et de faire ainsi naître l'imbroglio politique qu'on pouvait aisément s'imaginer. En admettant même que Munongo Mutampuka renonce au pouvoir d'assez bon gré, rien ne prouvait que les électeurs eussent alors porté leurs suffrages sur Antoine Munongo. En effet, celui-ci n'était pas fils de chef, après Munongo Mutampuka, c'est normalement parmi les descendants de Mukanda Bantu et de Kitanika que devait être élu un successeur. A cela s'ajoute le fait que depuis 1920, Antoine Munongo n'avait plus fait que de rares et courts séjours à Bunkeya et manquait manifestement des contacts qui auraient peut-être permis de faire admettre plus aisément sa candidature par l'opinion publique. Il est à noter que Munongo Mutampuka ressentait très nettement le handicap que lui causait son manque d'instruction et qu'il eut beaucoup voulu

³⁸³ Archives CERDAC, « Rapport sur la succession du grand-chef des Bayeke Mwenda Kitanika 1940 ».

garder son fils Antoine Munongo près de lui pour l'assister dans ses fonctions de chef, si l'autorité supérieure approuvait son élection coutumière.

L'administrateur fit remarquer que Mutampuka malgré ce handicap pouvait rendre de bons et loyaux services. Avant de proposer cette candidature, l'administrateur dressa un petit tableau de contre comparaison entre le prédécesseur et Munongo Mutampuka. Il dit que ce dernier devait au premier abord faire moins bonne impression que son prédécesseur. Par contre, il est comme Mwenda Kitanika un homme droit, loyal, sincèrement dévoué et sensiblement plus énergique que le troisième yeke dont l'allant et le dynamisme avaient incontestablement fort baissé au cours des dix dernières années. En un mot, quand le pouvoir occupant demandait quelque chose à Mwenda Kitanika, celui-ci répondait presque invariablement "oui" par déférence et habileté. L'exécution différait toutefois souvent des promesses faites.

De Munongo Mutampuka, nous devons parfois nous attendre à un refus mais, quand rallié à notre point de vue, il nous aura fait une promesse ferme nous pouvons être assurés qu'il mettra en œuvre pour la tenir tous les moyens en son pouvoir. Si ce dernier ne paraît pas à première vue un candidat brillant aux qualités intellectuelles remarquables, il possède certainement le bon sens, l'énergie, le loyalisme, l'expérience du pays susceptible de faire de lui un chef représentant une honnête moyenne dans ces conditions et vu l'incontestable et unanime courant d'opinion publique en sa faveur, je ne crois pas pouvoir écarter sa candidature sans avoir tout au moins donné à l'intéressé l'occasion de donner sa vraie mesure dans un essai loyalement tenté.³⁸⁴

C'est dans ces conditions que l'administrateur soumit la candidature de Munongo Mutampuka qui devait être suivie d'un stage d'essai de six mois avant l'investiture proprement dite par le commissaire de district. Après six mois d'essai, le rapport établi par l'administrateur était satisfaisant dont voici les grandes lignes. Munongo Mutampuka dirige la grande chefferie des Bayeke depuis le 26 avril de cette année et, depuis le 20 juin, il a été averti que son élection coutumière avait été agréée par l'autorité supérieure. Son investiture traditionnelle eut lieu le 27 juin dernier à Bunkeya en présence de Monsieur l'administrateur de territoire principal Van Malderen et depuis lors le chef a pris le titre de Mwenda (nom générique des chefs Bayeke) et s'appelle donc Mwenda Munongo Mutampuka Musamfya.³⁸⁵

³⁸⁴ « Rapport sur la succession du grand-chef des Bayeke Mwenda Kitanika 1940 ».

³⁸⁵ Autrefois il était de coutume qu'après son investiture, le nouveau chef esquissât une danse et s'exaltât par un surnom. C'est ce que fit M'siri en se surnommant: Mwenda Bantu. Bien que ses fils et successeurs n'aient pas esquissé cette danse appelée "kutamba" en kiyeke et kutomboka en kisanga ou kiluba, ils se sont tous exaltés par un surnom. Montant sur le trône de son père M'siri au milieu d'un abattement général où était plongé le peuple

On constate tout d'abord que depuis le 26 avril, aucun mouvement d'opinion, si petit soit-il, en faveur d'un autre candidat à la succession ne s'est manifesté et que les droits de Munongo apparaissent donc comme indiscutables et indiscutés. Le ralliement autour du nom de Munongo Mutampuka est donc total même de la part de ceux qui auraient eu le plus d'intérêt à lui susciter des rivaux et c'est là le fait dont nous devons en tout premier lieu tenir compte.³⁸⁶

Après son élection, l'opinion pensait voir Antoine Munongo assister son père dans ses nouvelles fonctions. Malheureusement il avait rejoint son poste d'interprète au parquet d'Elisabethville. Il n'avait pas tenu à démissionner pour aider son père pour plusieurs raisons. Il lui était difficile de renoncer à une carrière qui s'annonçait brillante, Par manque d'économie, il avait le désir de continuer la prise en charge de son jeune frère Godefroid à Elisabethville, etc. Ici Esther Munongo, sœur aînée de Godefroid prétend que c'est elle qui avait pris en charge les frais d'études de son jeune frère.³⁸⁷ Par contre, Joseph Kazembe, frère cadet de Munongo qui lui aussi était interprète au parquet d'Elisabethville, avait démissionné en juillet pour venir aider son frère dans l'administration de la chefferie. Bien qu'il ait ainsi renoncé à une situation lui rapportant 1.100 frs en 1940 par mois, Joseph Kazembe, qui comptait une vingtaine d'années de service, avait eu le temps d'acquérir au C.E.C (Centre

muyeke par la mort inattendue de son mwami et des humiliations et souffrances sans nombre et voulant signifier qu'un homme abattu par le chagrin n'était pas mort Mukanda Bantu s'exalta ainsi: " mumbulunakile mu bukinga, kumwabulaabamukali », c'est-à-dire, je suis un loup faible au fond d'un piège profond mais une fois qu'on m'aura sorti d'ici, je serai terrible. Quand il est sorti de là, il devint terrible. Ceci rappelle un peu le courage du guerrier yeke qui a étonné par moment les officiers belges sur les champs de bataille, voir Verdick, E., les premiers jours...op.cit, p.141. Pour sa part, voulant montrer et signifier que même un jeune frère peut devenir mwami avant ses aînés, Kitanika se surnomma "mushalilamunamuntabula. Kapumbapekoshi », c'est-à-dire bien que je sois resté en arrière, que je sois né après mes frères, je ne manque pas de bosse sur la nuque. La petite bosse signifie le ndezi, insigne royal qu'il a porté sur la tête avant ses aînés.

Quant à Mwenda Munongo, sachant qu'en commandant son peuple il lui arriverait d'en mécontenter une partie qui s'en irait ailleurs se surnomma: " musamfyantanga, ishamulambata e shakwe", je suis celui qui lave les grains dans l'eau courante, celles qui restent attachées à mes mains sont les miennes. Celles qui restent qui s'en vont avec le courant ne sont pas à moi et n'ayant aucun pouvoir de les en empêcher, je les laisse partir. Explications fournies par Antoine Munongo dans une correspondance adressée à Verbeken à Bruxelles en 1953.

³⁸⁶Archives Africaines, « Lettre numéro 322/pol.c.2 du 19 juin 1940 portant sur le stage d'essai », document adressé au commissaire de district du Lualaba.

³⁸⁷Une version assez courante dit même qu'Antoine ne serait pas véritablement le fils de Mutampuka mais du frère de ce dernier nommé Munongo de qui Mutampuka aurait hérité femmes, enfants et biens. Cette version soutient aussi que Mutampuka lui-même ne serait pas le fils biologique de M'siri. Mais, d'après nos analyses, la version officielle semble proche de la vérité.

Extra-Coutumier) d'Elisabethville, la pleine propriété de deux maisons dont le loyer lui assurait un revenu régulier à Bunkeya.

Selon le rapport de l'administration, Joseph Kazembe, depuis son retour dans sa chefferie, y remplissait les fonctions de clerc, greffier et notable. Il était prématuré de porter un jugement définitif à son égard, mais les services rendus par lui étaient excellents. Agé d'une cinquantaine d'années, il constituait à côté de son frère, l'élément modérateur et sagement progressiste dont les avis semblaient être écoutés avec attention.

A. Marron, chef de province, donna suite au rapport dont il a reçu un exemplaire de la part du commissaire de district du Lualaba, au sujet de l'investiture de Mwenda Munongo en ces termes :

Le stage de Munongo a donné un résultat satisfaisant et il a simplement permis de confirmer et de préciser les indications antérieures le concernant et qui avaient motivé l'agrément de sa candidature ; Je marque donc accord sur votre proposition relative à son investiture officielle. Les qualités du nouveau chef ne dépassant pas une honnête moyenne, ce qui le différencie nettement de son prédécesseur, il importe que tout au moins dans les premiers temps, l'administrateur de territoire de Jadotville s'en occupe spécialement afin de développer ses connaissances pratiques et d'éviter des errements initiaux dont les conséquences seraient dommageables pour l'importante collectivité des Bayeke.³⁸⁸

Les circonstances de l'heure, l'appui inconditionnel de tous les notables d'une part et de toute la population d'autre part, ont poussé le pouvoir colonial à entériner ce choix. Pour le conseil des notables, ce choix était guidé par le souci de prévenir un possible affrontement entre descendants des chefs prédécédés (Mukanda Bantu et Kitanika). C'est pourquoi le conseil des notables prit la décision d'épuiser la génération des descendants directs de M'siri. Mwenda Munongo était sexagénaire au moment où il prenait les rênes de la chefferie, pour certains des observateurs coloniaux, il n'aurait pas un règne qui dépasserait une dizaine d'années. Ne fallait-il pas le laisser et attendre sa mort pour mettre à la tête un élément jeune évolué ? Il était évident que le pouvoir colonial avait évité de froisser les Yeke, considérés comme alliés. Dans la littérature ethnographique de l'époque, on pourrait lire des Yeke qu'ils étaient une race supérieure aux mœurs moins superstitieux. Ceci appuie le cliché déjà établi par les occidentaux à l'époque de la révolte Sanga. Mwenda Munongo commence son règne

³⁸⁸ « Lettre n°2270/pol.c.2 du chef de province adressée au commissaire de district au sujet de l'investiture officielle de Mwenda Munongo, chef des Bayeke ».

sous le signe d'une étroite surveillance et méfiance de la part de l'autorité coloniale. Voyons les premiers pas du chef dans ses rapports avec l'administration coloniale.

II.1.3 Rapports entre Mwenda Munongo et l'administration

Dans le cadre de la gestion des affaires administratives, Mutampuka poursuivra dans les premières années l'œuvre de son prédécesseur Kitanika. Comme dit plus haut, il était assisté, dans sa tâche par son jeune frère Joseph Kazembe qui se montrait compétent pour ce qui concerne la tenue des documents administratifs. Au budget de la chefferie étaient prévues plusieurs dépenses, entre autres : l'aménagement et l'entretien des routes d'intérêt local, le paiement de la solde de la police de la chefferie ; le paiement des salaires des cantonniers de la chefferie ; l'entretien des sites historiques et des cimetières tels que celui où repose M'siri et celui du capitaine Bodson. Les impôts et taxes étaient régulièrement perçus et la comptabilité soigneusement tenue. Les fichiers de recensement de la population étaient ordre. Quant au chef lui-même, il était plein d'énergie malgré ses 60 ans passés. Il passait chaque matin dans le village pour exhorter ses sujets à se rendre aux champs ou à d'autres travaux. Il sillonnait les différents villages de sa juridiction tels que Lunsala, Mukembe, Kipamina, Kateba, Mutobo, Mwenda Mukose, Nguba, Kikobe etc., pour prendre connaissance de la situation de sa population et se rendre compte si les lois, règlements et ordres du colonisateur étaient scrupuleusement respectés et si chacun de ses subalternes (sous-chefs) était à son poste.

Malgré les efforts fournis sur le plan administratif, l'image que l'administration se fait de lui, n'avait pas totalement changé.

Le chef Mwenda-Munongo, investi il y a plus d'un an, s'avère très nettement inférieur à son prédécesseur Mwenda-Kitanika...par contre il est énergique que Mwenda-Kitanika et certainement plus courageux et plus actif que celui-ci ne l'était pendant les dernières années de sa vie. Au total, Munongo représente encore une moyenne fort acceptable ; mais, comme le disait monsieur le commissaire de district dans ses commentaires de l'an dernier, nous devons toujours le guider sans cesse et le conseiller beaucoup pour le maintenir dans une exacte compréhension de son rôle et de ses devoirs et éviter de le laisser tomber dans les vexations ou l'arbitraire envers ses populations.³⁸⁹

Mais Mwenda fit l'objet d'une remontrance de la part de l'administration coloniale pour ne pas s'être opposé assez vigoureusement à des propagandistes du Kitawala et un autre

³⁸⁹ « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1941

mouvement dénommé Kamutshape dans sa chefferie.³⁹⁰ Le Kitawala, comme le Kimbanguisme, s'est propagé à travers la Colonie du Congo belge à la faveur du système de la relégation au loin des meneurs et activistes du mouvement. En effet, le Gouvernement de la Colonie croyait pouvoir stopper la propagation de ces deux mouvements en procédant à la relégation des meneurs dans des contrées éloignées de leur base. Mais c'est l'inverse qui s'est produit. Le Kimbanguisme et le Kitawala ont gagné toutes les provinces du Congo belge.³⁹¹ Le rapport dit clairement que Mwenda Munongo le grand avait laissé avec son consentement tacite se développer dans le noyau du groupe de Bunkeya un mouvement Kamutshape sans en avertir l'autorité territoriale. Cela apparut aux yeux de l'autorité comme un abus de confiance, car même les notables et policiers avaient adopté la même attitude. Lorsque l'affaire fut découverte, Mwenda fut puni de trois mois de retenue du traitement et les notables et policiers se vinrent également infliger des sanctions. Cette punition corrigea Mwenda Munongo dans sa conduite et il travaillait mieux. Son fils, Antoine Munongo, accourut à ce moment d'Elisabethville et prodigua à son père des conseils qui furent suivis d'effet.

Selon le même rapport ce mouvement Kamutshape, revêtait essentiellement un caractère de superstition traditionnelle, dégagée de toute note subversive. Il avait encore en effet pour but de procurer remèdes et talismans magiques contre la maladie et le mauvais sort et restait confiné dans la région éloignée. Il fut enrayé au moment où il allait commencer à obtenir du succès dans le groupe de Bunkeya et près des travailleurs de Shangolowe. En chefferie des Bayeke, le tribunal de territoire avait condamné à 2 mois de servitude pénale et à 100 francs d'amende l'instigateur du mouvement Kamutshape et son principal acolyte. Puis la relégation à Dilolo des deux intéressés. Dans le même jugement 5 de leurs comparses de second ordre écopèrent chacun 2 mois de servitude pénale.

Dans le domaine de la santé, les coutumiers ne manquaient ni d'établissements sanitaires, ni des cadres médicaux. Une crise persistait cependant depuis 1940 : la carence des produits pharmaceutiques. Des épidémies comme la variole, la varicelle et la rougeole qui éclataient régulièrement pendant la saison sèche n'étaient plus efficacement combattues et faisaient des ravages notamment parmi les enfants en bas âge. Aussi les divers spécialistes de médecine traditionnelle ont-ils beaucoup de clients. Parallèlement, les « gri-gri » trouvaient

³⁹⁰Archives Africaines, Planche 187(11), « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1942.

³⁹¹I.Ndaywel-è-Nziem, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la république démocratique du Congo*, éd. De boeck et larcier, (Paris/Bruxelles, 1998).

du succès à titre préventif. Ceci expliquerait le succès du mouvement Kamutshape dans les régions éloignées de Bunkeya.

Après l'épisode du Kitawala et du mouvement Kamutshape, Mwenda Munongo prêtait attention à tout mouvement subversif dans sa chefferie. En 1944, il mit la main sur un prisonnier évadé de la maison de détention de Jadotville. Il racontait à sa façon comment se déroulaient les événements de Jadotville. Il s'agissait de la grève de 1941 des travailleurs à l'UMHK. Il dit notamment que les Européens allaient tuer tous les Noirs et même certains missionnaires et que lui précisément avait été envoyé à Bunkeya pour y arrêter le Père Supérieur de la Mission. Ceci fit bruit parmi la population qui était imparfaitement au courant des événements et qui déjà avait entendu parler du prétendu massacre qui allait commencer. Plusieurs hommes s'apprêtaient d'ailleurs à s'opposer à l'arrestation du Père missionnaire. Mwenda mis au courant de la situation a eu tôt fait d'arrêter le mystificateur et de le remettre à l'administration territoriale. Le calme fut rétabli.³⁹²

Une mention spéciale fut donnée au clerc de Mwenda Munongo.

Le clerc du groupe de Bunkeya de la chefferie des Bayeke a fait de sensible progrès. Il faudrait cependant pouvoir s'en occuper d'une manière continue. Il est au courant de la tenue d'une comptabilité sommaire et du paiement des cantonniers et autres auxiliaires de chefferie. Dès le début 1946, aussitôt qu'il sera possible d'intéresser à cette besogne le chef de poste de Tenke qui devra forcément contrôler, ce clerc établira une comptabilité mensuelle avant de lui confier le livre de caisse de son groupe.³⁹³

Malheureusement Joseph Kazembe, ce clerc dont on a loué les qualités professionnelles, mourut une année après.

Comme le problème de l'eau potable se posait avec acuité dans la cité de Bunkeya pendant la saison sèche, les anciens puits de Kipona, Balungwana, Kaleba, etc. étaient régulièrement remis en état de service et le curage du canal appelé Katobole était chaque année exécuté grâce aux efforts conjugués du chef et des missionnaires bénédictins. Dans les travaux publics et jusqu'à l'âge très avancé, Mwenda Munongo fut actif dans sa circonscription, la parcourant avec les pauvres moyens et dans l'inconfort inhérent à la situation matérielle réservée aux autorités coutumières par une administration

³⁹²Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1944, 18.

³⁹³Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1945.

particulièrement ingrate à leur endroit. Il put faire réaliser la liaison routière Bunkeya-Kalonga. Munongo Mutampuka a su donner le meilleur de lui-même pour contenter l'administration territoriale.

Jetons un regard sur l'effort de guerre et ses conséquences dans le territoire en général et à Bunkeya en particulier.

II.2 Effort de guerre et situation sociale des populations du territoire de Jadotville

II.2.1 L'agriculture

L'agriculture dans le territoire de Jadotville pendant la seconde guerre mondiale était calquée sur les orientations de la politique agricole définie à partir de la période de la grande dépression. Elle était caractérisée par la généralisation des cultures obligatoires. Entre 1940 et 1942, l'effort de guerre agricole fut imposé par-ci, par-là au gré de la demande alliée et devint effectif et généralisé en 1942, quand l'Etat fit passer la durée annuelle de ses impositions culturales- y compris la cueillette de 60 à 120 jours dont 60 jours pour l'effort de guerre. Les cultures obligatoires subirent une forte majoration en emblavures. En territoire de Jadotville, et par homme adulte valide vivant dans les circonscriptions coutumières, les emblavures suivantes furent imposées (en ares) :

En 1940-1941, les emblavures imposées étaient de l'ordre de 35 ares de maïs, 20 de manioc et 10 d'arachides par H.A.V, le total était de 65 ares. La campagne de 1941-1942 imposa le même volume d'emblavures. En 1942-43, le total était passé de 65 à 100, en raison de 45 ares pour la culture du maïs, 30 du manioc, 15 d'arachides et 10 de cultures diverses. Pour la campagne de 1943-1944, le total était de 90 ares par H.A.V.³⁹⁴ La décision n°147 du 09.10.1944 imposa 10 ares de manioc et 10 ares d'arachides à la chefferie des Bayeke, et dans le reste du territoire, 15 ares de manioc, 35 ares de maïs et sorgho, 15 ares d'arachides ainsi que 50 ares de légumes, de patates douces ou de pomme de terre. La décision n°86 bis du 23.08.1945 imposera, pour les campagnes de 1945/46, 15 ares d'arachides, 20 ares de manioc pour tout le territoire, touchant ainsi 9900 hommes contre 4950 de la saison précédente, ce qui représente une forte augmentation des effectifs de presque la moitié. Ainsi donc, du fait de

³⁹⁴Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga de 1940 à 1945 ».

l'effort de guerre les emblavures imposées au cultivateur passeront de 61,5% à 77%. L'effort de guerre pesa lourdement sur les régions les plus accessibles et les plus fertiles de ce territoire.

Au cours des saisons 1947, 1948/49 et 1949/50, respectivement par les décisions n°125 du 1er octobre 1947, n°51/135 et n°51/136 du 14 septembre 1948 et enfin n°51/153 du 14.09.1949, les impositions qui s'étendaient sur tout le territoire étaient les arachides, le maïs : 30 ares en 1949 et 20 ares pour la période de 1950. Pendant la période d'après la guerre, on tendait vers la suppression des cultures obligatoires. Le décret du 29 décembre 1955 avait réduit la durée du travail forcé imposé à 45 jours. Avec le décret du 10 mai 1957, les cultures seront plus ou moins une routine. Le grand changement proposé était de montrer à l'opinion publique que l'on n'imposait que les circonscriptions exceptionnelles, mais encore, le maintien, soi-disant pour prévenir la disette dans les régions arriérées.³⁹⁵

Un événement d'ordre économique qui mérite une attention particulière est la reprise industrielle en 1940-1941 dans le cadre de l'effort de guerre ; l'exode des populations vers les entreprises européennes n'a fait que s'accroître au cours de l'année 1941, à tel point que le nombre de planteurs a baissé. Au cours de la saison 1941-1942, un important programme avait été mis sur pied au dernier trimestre de 1941. Mais les grèves vinrent en compromettre toute la réalisation surtout dans le secteur de Kambove. Par contre, dans les autres secteurs, la propagande fut bien menée. Depuis le début de 1940, les rémunérations des moniteurs agricoles ont été portées à un taux intéressant et ils étaient en service toute l'année, contrairement à ce qui se faisait avant. De ce fait, leur prestige s'est accru auprès de la masse autochtone de même que leurs activités et leurs connaissances ont été améliorées. Le personnel européen avait entrepris un travail d'éducation de ces moniteurs agricoles. Ainsi les résultats de la saison 1941-1942 s'avéraient encourageants. En effet, tout en assurant une alimentation abondante et plus variée de la population (consommation accrue d'arachides et de légumes), des grandes quantités de produits ont été livrées sur les divers marchés du territoire en 1942. On a compté près de 1050 tonnes de carottes crues de manioc, 600 de maïs vert, 700 de maïs sec en farine- 80 tonnes d'arachides, 120 de patates douces, 70 de haricots, 300 de pommes de terre, 350 de sorgho et 400 tonnes de légumes et fruits divers.

³⁹⁵Mulambu Nvuluya, « Cultures obligatoires et colonisation dans l'ex-Congo belge. » *Cahiers de Cedaf*, 6-7(1974), 39.

Le territoire avait également fourni 300 kgrs de caoutchouc produits de la cueillette imposée dans le cadre de l'effort de guerre.³⁹⁶

Pour saisir la pleine signification de ces chiffres, il faut en outre tenir compte des divers facteurs. D'abord, en plus des quantités figurant ci-dessus plus de 150 tonnes de sorgho, 50 de maïs sec et 50 de farine de manioc étaient mises annuellement dans le commerce sous forme de boissons fermentées livrées aux centre-extra-coutumiers. C'est l'instauration du paiement en espèce du tribut coutumier sur ces boissons qui avait permis de se faire une idée approximative des quantités livrées et partant de la quantité de féculents nécessaires à leur fabrication. Au cours de cette campagne le nombre de cultivateurs avait baissé car l'année précédente, ce nombre avait varié entre 6125 et 5940, suite aux départs au cours même de la campagne, l'effectif des planteurs touchés durant la saison 1941-1942 ne pouvait dépasser 5600 à 5700 unités.³⁹⁷ Outre la réduction des planteurs, il faut noter que les quelques 500 pêcheurs des environs du lac Sogefor étaient des gens dont l'activité agricole se réduisait au minimum. Enfin les quantités d'arachides vendues n'avaient pas augmenté proportionnellement aux résultats acquis parce qu'en raison de l'étendue croissante des emblavures, des quantités de plus en plus grandes de semences devaient être conservées et que les natifs, habitués durant leurs séjours dans les entreprises européennes à consommer régulièrement ces légumineuses, faisaient de même dans leurs villages dès qu'ils se trouvaient en possession de récoltes un peu abondantes. Le fait a été constaté partout et était heureux en lui-même puisque c'était justement là un des buts de la propagande pour l'arachide. A Bunkeya, comme nous avons dit dans le chapitre précédent, la culture de l'arachide ne fut pas adoptée par la population, mais c'est au contact avec la ville que cette culture pris une large place de l'alimentation comme le constate Kikobe : *« c'est quand mon grand-père s'était rendu à Jadotville chez son cousin, qu'il avait apprécié la sauce faite sur base d'arachide. Cette culture était étrangère chez nous. »*³⁹⁸

Le programme agricole restait basé sur le manioc, le maïs et l'arachide. Grâce aux prix rémunérateurs et à la forte demande, les deux premiers se vendaient de plus en plus à l'état vert tandis que la production des vivres se développait de plus en plus. La culture de la pomme de terre a été spécialement encouragée par le personnel territorial et agricole et

³⁹⁶Archives Africaines, Planche 187(11), « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1942, 41-2.

³⁹⁷*Ibid.*

³⁹⁸Entretien avec monsieur Kikobe à Bunkeya le 9 septembre 2012.

constituait la quatrième culture du territoire.³⁹⁹ La culture de maïs était bien accueillie par la population et constitue jusqu'à ce jour la base de l'alimentation de la population de Bunkeya. Par contre dit Kikobe, la culture de manioc a été abandonnée dès les premières années de l'indépendance. Les Yeke n'apprécient pas la pâte faite sur base de manioc.⁴⁰⁰

La campagne agricole 1942-1943, quoique menée d'une manière énergique, n'avait pas donné les résultats escomptés parce que les conditions atmosphériques avaient été nettement défavorables au début de 1943. Une saison des pluies anormalement courte a entravé le développement normal du maïs que certains avaient planté trop tard, et en général le manioc. A partir de cette campagne, on imposa la culture des légumes divers destinée pour la plupart aux consommateurs européens. Vers la fin de cette période de guerre, on imposa aussi les cultures des patates douces, des pommes de terre et du sorgho. Il y eut diversité des cultures obligatoires dont certaines comme les légumes, les patates et les pommes de terre étaient beaucoup demandées sur le marché des vivres.⁴⁰¹

A partir de la saison 1943-1944 les semences dites de Gandajika furent distribuées à 400 nouveaux planteurs Yeke, 305 Sanga et ont été introduites dans la chefferie Lukoshi et dans le groupe Poyo, de Katanga nord et de Tenke du Secteur des Balemba soit un total de 1017 planteurs. Les résultats ont été relativement bons en 1944. La région sud-est a été mieux favorisée par les conditions climatiques, qui y étaient bonnes, alors qu'elles ont été très défavorables pour la partie nord du territoire (chefferie des Bayeke et spécialement le groupe Mukabe-Kazari) et défavorables pour la région centrale. Pour les produits principaux vendus sur les marchés locaux, 604 tonnes de manioc cru, 86 d'arachides, 779 de maïs grains, 483 de maïs vert, 205 de pommes de terre, 130 de haricots, 385 de sorgho, 327 tonnes de légumes.⁴⁰²

Dans l'ensemble, le territoire de Jadotville ne convenait que très peu pour une propagande intense des cultures. D'abord 30% des hommes réellement adultes et valides travaillaient d'une manière permanente dans les nombreuses industries et établissements agricoles locaux, ensuite 30 à 35 % d'autres étaient occupés occasionnellement soit pour des travaux saisonniers soit pour des courtes entreprises que toute une région se livrait

³⁹⁹« Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1942.

⁴⁰⁰« Entretien avec monsieur Kikobe ».

⁴⁰¹Tshibangu Kabet, Musas, « Effort de guerre 1940-1945 en territoire de Likasi, ses incidences socio-économiques », (mémoire de licence, non publié, Unaza, Lubumbashi, 1972), 100.

⁴⁰²Archives Africaines, Planche 187(12), « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1943, 47.

presqu'exclusivement à l'industrie de la pêche. La campagne suivante ne donna pas de résultats satisfaisants. L'exemple le plus frappant dans la chefferie des Bayeke est celui du groupement Mukabe-Kazari. Les semences de maïs distribuées n'avaient pas donné des résultats attendus. Le fait était non seulement attribuable aux conditions climatiques y étaient défavorables, mais aussi au manque de bonnes terres et à l'épuisement de celles qui étaient cultivables aux environs des villages. La question de terre était assez complexe du fait même que la mission bénédictine de Mukabe-kazari était située près de l'emplacement des villages. Il fallait trouver une solution susceptible de contenter les deux parties, les missionnaires d'une part et les cultivateurs de l'autre.

Vers la fin de la seconde guerre mondiale avec la campagne agricole 1944-1945, les impositions furent adaptées aux contingences locales et bien accueillies par les planteurs. Le maïs n'était plus exigé en culture pure, mais aussi bien associé au sorgho(en culture intercalaire ou non). Le sorgho était non seulement pour les autochtones une nourriture mais représentait toute une culture. Chez les Yeke, cette culture intercalaire était bien appréciée : « *elle nous permettait d'avoir une bonne récolte du sorgho, utile pour la fabrication du''busele'', notre bière locale.* »⁴⁰³

Les observations climatologiques pour les mois de novembre à décembre 1944 et janvier et février 1945 ont relevé 950 mm d'eau tombée pour 60 jours de pluies alors que la période correspondante de 1943-1944, le pluviomètre enregistrait 714,9 mm pour 60 jours de pluies. Cette trop grosse quantité d'eau avait provoqué l'inondation de certaines cultures de maïs et de sorgho dans la région de Bunkeya et avait causé certains dégâts relevés dès le mois de mars. Pour éviter une disette possible, l'administration fit planter des patates douces et recommencer, dans certaines vallées, le semis de maïs et de sorgho. En fait il y a eu disette de maïs dans la partie de la Dikulwe et de la Dipeta et dans le bassin de la Dikulwe-Bunkeya. Le sorgho et le manioc ont suppléé au manque de vivres.⁴⁰⁴

Malgré la mévente de Mukabe-Kazari et de la région sud-est, la production de la campagne pour 1944-1945 était bonne mais pas brillante. Dans l'ensemble du territoire, la production était de 515 tonnes de manioc cru, 112,5 d'arachides, 844 de maïs en grains, 171 de maïs vert (en régression au profit du maïs en grains), 396 de pommes de terre, 43 de haricots, 129 de sorgho et de 161,8 légumes. La production de pommes de terre a été très

⁴⁰³« Entretien avec monsieur Mazwili Oscar »

⁴⁰⁴Archives Africaines, « Rapport agri annuel du territoire Jadotville », 1945.

bonne par rapport à celle de la saison précédente soit 396 tonnes pour 305 (1943-1944). Cependant, il était utile d'introduire de nouvelles variétés de semences à provenance sud-africaine et le développement de cette culture était jugé opportun pour les années à venir. L'administrateur du territoire fit remarquer l'importance accordée à cette culture :

C'est surtout la culture de la pomme de terre qui est la plus soignée par les cultivateurs parce que d'une vente facile et rémunératrice. Il est à remarquer cependant que là où la culture de pomme de terre est intensifiée, elle l'est très souvent au détriment du maïs, du sorgho et des arachides dont les champs ne couvrent plus que juste ce qui est imposé. Ceci provient du fait qu'un petit champ de pomme de terre est d'un rapport de loin supérieur à celui de n'importe quel autre produit et que cette culture- surtout dans la région de Tenke, Fungurume, de Mukabe-Kazari et de Guba-permet deux récoltes par année et par conséquent assure suffisamment d'argent pour couvrir un trop peu de maïs par des achats de farine dans les missions et le commerce local. Est-ce un mal, est-ce un bien il est cependant prudent de continuer à imposer du maïs et du manioc car une mévente dans la culture de pomme de terre pourrait provoquer une véritable disette là où la culture des pommes de terre est actuellement florissante.⁴⁰⁵

Le rapport de 1949 note que le chef Mwenda avait acheté un camion en fin d'année. Il semble que c'est la culture de la pomme de terre qui lui aurait procuré de l'argent ayant servi à l'achat du dit camion.⁴⁰⁶ Pour ce qui concerne les arachides, le rendement à l'hectare a été inférieur à 160kgrs car, à certains endroits, les fruits avaient germé avant la récolte. La culture de légumes était florissante et les marchés européens ont été largement fournis.

De manière générale, les résultats de la campagne 1945-1946 étaient plutôt maigres. Les impositions n'ont porté que sur les arachides (15 ares) et le manioc (20 ares), car il avait été conseillé aux paysans de cultiver du maïs et du sorgho dans les mêmes proportions que celles habituelles avant l'introduction de la culture de pommes de terre. La production d'arachides de 1945 fut en forte régression par rapport aux années précédentes suite à des fortes inondations. Le facteur primordial de cet échec était le manque de propagande, l'absence d'une action directe, méthodique et suivie, soit le cultivateur n'avait pas conservé les semences nécessaires, ou ailleurs il avait planté trop tard. Pour ce qui concerne la culture du manioc, bon nombre de cultivateurs n'avaient pas réussi entièrement, surtout en ce qui concerne le débroussaillage des emblavures que fin janvier, et le bouturage effectué fin

⁴⁰⁵Archives Africaines, Planche 187(14), « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1945. 44.

⁴⁰⁶Archives Africaines RC/CB `20 (585), « Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville », 1949, 19 et « Entretien avec monsieur Kidyamba Joseph ».

janvier n'avait donné qu'un faible pourcentage de reprise. Le maïs et le sorgho ont été cultivés sans qu'il ait été besoin de les imposer pour la simple raison que les deux cultures entraient dans les habitudes alimentaires des populations. S'il n'y eut disette nulle part, il n'en restait pas moins qu'à peu près partout dans le territoire, les réserves étaient à peine suffisantes pour couvrir les besoins des populations autochtones. « *Nulle part, on ne pourrait trouver à ravitailler une caravane de porteurs pendant 48 heures et bon nombre d'indigènes achetant des vivres dans les centres commerciaux.* »⁴⁰⁷ dit l'administrateur.

Les cultures obligatoires, bien qu'ayant contribué à promouvoir l'agriculture dans le Haut-Katanga industriel en général, en territoire de Jadotville ou de Likasi en particulier, tout comme partout ailleurs dans la colonie, n'étaient qu'un système qui avait favorisé la manipulation de l'agriculture africaine au gré des intérêts de l'économie européenne. Une partie importante de l'effort agricole fut détachée des influences du marché et soumise à des décisions arbitraires. Souvent on ne parvenait pas à évaluer le rendement du paysan producteur qui partageait sa production entre l'économie de subsistance et la commercialisation. A ces impositions culturelles renforcées, le paysan opposa la fuite vers le salariat ou du sabotage divers que les statistiques des condamnations en matière de cultures obligatoires mettaient en évidence :

Campagnes agricoles et nombre de condamnations prononcées (1940-1945)

Campagnes agricoles	Nombre de condamnations prononcées
1940-1941	121
1941-1942	56
1942-1943	270
1943-1944	299
1944-1945	207

Source : Tshibangu Kabet Musas « La situation sociale », 292.

Si, lors de la campagne agricole 1940-1941, on trouve 2 condamnations sur 100 paysans pour sabotage des cultures obligatoires, ce rapport atteint 5,3 condamnations sur 100 paysans lors

⁴⁰⁷ Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1946, 20, .24-5.

de la campagne agricole 1943-1944, soit une augmentation des sabotages et de la passivité de l'ordre de 165%. Depuis 1942, les tribunaux « indigènes » commencent à réprimer les infractions contraires à leurs attributions légales et manquements aux cultures obligatoires, devenant ainsi des auxiliaires des tribunaux de police ; dans les deux genres de tribunaux, les peines infligées sont les mêmes.⁴⁰⁸ Il faut noter que dès la conception du régime, les sanctions étaient prévues pour faire marcher à tout prix le système. Leplae, l'architecte du système, l'a souligné en disant que toute obligation devait nécessairement être accompagnée de sanctions. Celles-ci devaient s'appliquer au refus ou négligence des cultures. Les sanctions pouvaient frapper le paysan à chaque stade cultural. Les tribunaux avaient tristement changé de rôles. Ils connaissaient peu d'infractions du droit commun que celles dues aux règlements économiques. L'effort de guerre rendit les sanctions beaucoup plus lourdes encore. En effet, l'ordonnance législative du 10 mars 1942 stipule que l'individu coupable d'inexécution ou de négligence dans l'exécution des travaux, sera passible au maximum d'un mois de servitude pénale et de 100 francs d'amende ou d'une de ces peines seulement. Dans beaucoup de régions, étant donné que le temps d'emprisonnement était trop long et que cela constituait un ralentissement dans la production, on appliqua la chicotte dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

Nous ne pouvons clore cette section sur l'agriculture et les cultures imposées sans faire allusion à l'impact des recrutements dans ce domaine. Les recrutements avaient entraîné la mobilité de la population qui, à son tour, a affecté l'équilibre de l'économie traditionnelle qui bien qu'utilisant des méthodes rudimentaires s'était tant bien que mal maintenue à son niveau, permettant d'assurer la subsistance des communautés. Ainsi, il était pratiquement inconcevable que les autorités demandent encore à la population rurale de produire plus pour ravitailler les centres industriels en vivres en même temps qu'elles puisent la main-d'œuvre dans cette même population.

Les conditions de vie imposées aux villages étaient si écrasantes qu'elles forçaient la population jeune adulte à gagner la ville et les camps ouvriers qui devenaient non seulement des centres d'emploi, mais surtout des centres plus sécurisants que les villages. Le rapport de 1943 fait apparaître les conséquences néfastes de cette politique agricole dans les villages. La fuite des jeunes entraîna des perturbations sur l'économie et la démographie dans le milieu coutumier.

⁴⁰⁸Tshibangu Kabet Musas « La situation sociale », 292-3

Quant aux jeunes éléments des chefferies, ceux-ci, avec la multiplication des impositions et le travail peu rémunérateur que ces impositions demandent, préfèrent bien souvent quitter leur milieu coutumier et s'engager au service des Européens jetant ainsi une certaine perturbation démographique, économique et morale dans les villages. Nous disons démographique en ce sens que suite au manque de jeunes gens, trop de femmes épousent des hommes trop vieux procréant ainsi des enfants qui manquent du sang jeune. Nous disons économique en considérant qu'il manquera bientôt, si le mouvement vers les centres persiste, des bras pour nourrir les vieillards, les femmes et les enfants. Nous disons moral par le fait que la proportion jeunes gens et jeunes filles devient disproportionnée. Nous croyons que le remède pourrait être trouvé dans une meilleure adaptation des impositions aux contingences locales et surtout une meilleure rémunération du travail agricole.⁴⁰⁹

Jusqu'à la fin de la colonisation, le travail demeura non adopté et non méritant.

Plusieurs facteurs ont contribué à la détérioration des conditions de vie dans les milieux ruraux, entre autres l'impôt excessif, la désorganisation des moyens de transports et de l'équipement social : services sanitaires et scolaires, la détérioration du pouvoir d'achat des revenus paysans.

II.2.2 L'enseignement

Dans le cadre de la désorganisation de l'équipement social, l'enseignement, par exemple, avait régressé dans l'ensemble du territoire. L'enseignement rural régresse juste au moment où on trouve mieux valorisée la nécessité d'apprendre pour gagner davantage et vivre comme un évolué. Au plus fort de l'effort de guerre, les missionnaires ne visitent que quelques écoles longeant le chemin de fer, ou facilement accessibles par porteurs. Ils se disent physiquement fatigués, mais par contre ils se lancent dans les constructions d'églises et d'écoles dans les villes. Bien des écoles rurales sont abandonnées, surtout dans les régions du nord et du sud du territoire. Mais les quelques écoles qui continuent à fonctionner accusent une fréquentation de plus en plus élevée, fréquentation de 78% en 1940 et de 84 en 1944. Ce n'est qu'en fin 1944 et surtout en 1945 que les missionnaires rouvrent les écoles rurales abandonnées en 1941-1943.⁴¹⁰

II.2.2.1 L'école catholique

Malgré le changement tactique de monseigneur de Hemptinne en faveur des villes à partir de la stabilisation de la main-d'œuvre afin de contrecarrer l'action et l'implantation de

⁴⁰⁹ « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1943, 9.

⁴¹⁰ Tshibangu Kabet Musas « La situation sociale », 296.

la mission protestante-méthodiste du Sud-Congo, Bunkeya profita de l'encadrement de l'enseignement par les missionnaires Bénédictins. Pendant la seconde guerre mondiale, l'école normale de Kapolowe fut transférée à Bunkeya. L'encadrement des instituteurs-catéchistes était bien assuré. L'école artisanale dont on a parlé dans le chapitre précédent, continuait à former les hommes de métier, maçons, tailleurs et menuisiers. La mission bénédictine n'étant pas en mesure d'embaucher tout le monde, certains ne s'hasardaient-ils pas à aller se débrouiller dans les centres urbains. Les élèves sortis de l'école primaire de Bunkeya étaient orientés les uns vers le petit séminaire de Kapiri (généralement des élèves brillants issus de familles chrétiennes) et les autres vers l'école normale de Kapolobwe. Les meilleurs finalistes de l'école artisanale étaient inscrits à l'école professionnelle de la Kafubu à Elisabethville. C'est autour des années 1950 que sortiront du séminaire et de l'école normale, la grande élite yeke qui fera son apparition dans les divers domaines de la vie publique congolaise. Des administrateurs, des enseignants, des hommes politiques, des prêtres feront l'honneur à leur cité de Bunkeya dont le succès sera couronné en 1958 avec l'ordination sacerdotale des deux prêtres, Edouard Kileshye et Joseph Makobeko.

C'est le petit séminaire de Kapiri qui a formé la majeure partie de cette élite locale. Le petit séminaire Saint François de Sales a connu cinq périodes au cours de son évolution : la première période correspond à l'établissement de cette institution d'enseignement à Lukafu de 1925 à 1930 ; à ses débuts, 11 élèves étaient intégrés à l'école normale et suivaient des cours de latin sous la direction du P. Boniface Poullens. La deuxième période, à Kapolowe, va de 1930 à 1940, les élèves étaient intégrés à l'école normale sauf de 1938 à 40, époque au cours de laquelle le petit séminaire s'installa à la Kaye, à 5 km de Kapolowe. La troisième période comporte plusieurs étapes : celle du rectorat du P. Theophane de caters (1940-1958) à Kapiri du 1-11-1940 au 15-8-1948. Le 13-8-1948 date mémorable de l'incendie total, la première philosophie fut transférée à Baudouinville en octobre 1947, puis à Kakanda, du 1-10-1948 au 1-8-1952, à la Mwera, les élèves des classes inférieures à partir du 6-7-1948, les aînés à partir du 1-8-1954. Les premières ordinations sacerdotales eurent lieu le 21 septembre 1957. La quatrième période de 1958 à 1966 à la Mwera et la cinquième période à Lubumbashi du 1er novembre 1966.⁴¹¹

Les deuxièmes ordinations sacerdotales furent celles des prêtres originaires de Bunkeya dont nous avons parlé précédemment. Avec Feltz, nous soulignons que

⁴¹¹Archevêché de Lubumbashi, *Renseignements généraux*, (Archidiocèse de Lubumbashi, 1967), .26

christianisation et scolarisation sont indissociables, s'épaulent mutuellement. Les débuts de l'implantation de l'école sont intimement liés au mouvement d'évangélisation et il apparaît évident à travers l'analyse de l'évolution des structures scolaires dans la mouvance coloniale belge, que le terrain préparé par l'école devint l'enjeu de rivalités entre le pouvoir colonial et l'action missionnaire. L'école devint un véritable « levier de pouvoir » aux mains de l'Eglise catholique dans cette partie du continent africain.⁴¹² Nous ne devons pas non plus ignorer que l'église a failli à quelques points de vue aux yeux de la population villageoise à sa mission. Le mouvement missionnaire avait recouru à l'autorité de l'Etat colonial pour développer sa propre infrastructure, ce qui l'a conduit dans une certaine mesure à appuyer des politiques qui ne furent pas bien acceptées par les populations rurales ; les corvées, les travaux d'entretien de routes, l'instauration des cultures obligatoires, la politique de l'effort de guerre etc., mais les témoignages missionnaires semblent s'accorder sur le fait que ce sont les nombreuses famines qui ont secoué le pays, qui ont poussé les missionnaires à appuyer la politique coloniale en matière agricole, en rendant obligatoire certaines cultures vivrières comme le manioc, le riz, etc. L'important, certes, est d'avoir formé une élite dont on est fier. Présentons ici, à titre illustratif, quatre notices biographiques des anciens élèves de l'école Saint André de Bunkeya.⁴¹³

Kadilo (premier fabricant noir des cercueils à Elisabethville), né à Bunkeya autour de 1912, fils de Mujingashishimari (un Yeke dont le père serait venu au Katanga avant M'siri) et de Kasonde, d'origine aushi. Il est parmi les premiers élèves de l'école catholique. Après ses études primaires, il travaille comme domestique chez Kileshye, le père du futur prêtre Edouard Kileshye. Il économise un peu d'argent, quelques années plus tard il se fait inscrire à l'école professionnelle de la Kafubu. Il se fait accompagner de son jeune frère **Kyungu François** qui terminera ses études en coupe et couture dans la même école. De son retour à Bunkeya, François travaille à l'atelier de confection des prêtres, il est surnommé « mushikie » qui comprend tout, celui qui comprend les explications de ses clients, il sera le meilleur couturier non seulement de Bunkeya mais de toute la région environnante. Kadilo fait sa carrière à Elisabethville, d'abord comme travailleur chez monsieur Derke (un sujet grec) et ensuite comme indépendant, il se spécialisera dans la fabrication des cercueils et son œuvre se

⁴¹²G. Feltz., « Note sur les structures », 494.

⁴¹³ En annexe, vous trouverez quelques notices biographiques des anciens de Bunkeya, liste non exhaustive.

poursuit jusqu'à ce jour. Il sera pendant des longues années, conseiller technique des affaires privées de Godefroid Munongo, futur mwami des Yeke.⁴¹⁴

Kileshe Edouard, Vicaire Général de l'Archidiocèse de Lubumbashi est né à Bunkeya, le 31 janvier 1931. Il a fait ses études primaires à Bunkeya même, et par la suite les humanités anciennes au petit séminaire de Kapiri, alors que la philosophie et la théologie ont été reçues au Grand Séminaire Saint Thomas d'Aquin de Baudouin ville.

Le 27 juillet 1958, Edouard Kilesheye est ordonné prêtre à Bunkeya. Juste après son ordination, il fut nommé curé de la Paroisse Saint Jean-Marie Vianney du Quartier Baudouin (actuel Tshatshi) de la commune Kikula à Likasi, fonction qu'il exercera de juillet 1958 au mois de novembre 1959. Il fut curé fondateur de la Paroisse Saint Benoit de la commune Kenya à Lubumbashi du 1er septembre 1960 jusqu'au mois de juillet 1961. Il fut nommé Vicaire Général de l'Archidiocèse de Lubumbashi, le 1er août 1961 par l'archevêque Joseph Floribert Cornelis. Il devenait ainsi le second de l'archidiocèse et pour le commun des mortels, le successeur virtuel de l'Archevêque. Lorsque ce dernier démissionna de ses fonctions en 1967, l'opinion fut surprise par la nomination comme Archevêque de l'abbé Eugène Kabanga. Celui-ci fut ordonné prêtre en 1961 et nommé curé de la cathédrale Saints Pierre et Paul en septembre 1965. C'est lui, et pas Mgr Kilesheye qui sera le 1er archevêque congolais de Lubumbashi. Cette situation suscite beaucoup de commentaires. Il semble que Mgr Kilesheye ne fut pas nommé à cause de l'origine zambienne de son père, alors que sa mère est musanga et donc d'une tribu matrilineaire. Les mêmes raisons auraient pesé sur la candidature de Mgr Tharcisse Tshibangu, originaire de la province Kasai.

Demeuré le numéro 2 de l'Archidiocèse, Mgr Kilesheye s'en alla en Europe pour poursuivre ses études. Il obtint une licence en sciences économiques en Suisse et en sciences politiques et administratives. De retour d'Europe, il fut nommé Secrétaire Général de la Commission Episcopale pour le Développement à Kinshasa, où il est resté pendant quelques années. C'est seulement en 1982 qu'il a regagné Lubumbashi où Mgr Kabanga l'a nommé Vicaire Général chargé des œuvres, c'est-à-dire du développement.

En décembre 1986 les relations se détériorent brusquement entre l'archevêque Kabanga et Mgr Kilesheye. Ce dernier fut démis de ses fonctions de chargé des œuvres. IL meurt le 13 janvier 1997 à Lubumbashi.⁴¹⁵

⁴¹⁴Entretien avec Henri Kadilo, quatrième fils de kadilo mujinga shishimari, à Bunkeya le 06 octobre 2012.

Joseph Makobeko (abbé), né à Bunkeya en 1930, fait les études primaires à Saint André de Bunkeya, les études secondaires au petit séminaire saint François de Sales à Kapiri, 6 ans des humanités anciennes, poursuit les études de Philosophie et de Théologie au Grand séminaire Saint Thomas d'Aquin de Baudouinville. Les autorités ecclésiastiques l'envoient poursuivre ses études après son ordination en Europe, il obtiendra une licence en pédagogie et un doctorat en philosophie à Louvain, il demeurera pendant plusieurs années vicaire épiscopal des paroisses en Allemagne.⁴¹⁶

II.2.2.2. L'école protestante de Bunkeya

Mais la première école primaire de Bunkeya fut celle, comme nous l'avons souligné dans les chapitres précédents, des missionnaires de la « Plymouth Brethren ». Ces missionnaires ont construit déjà des écoles à Mwena et à Lwanza (au lac Moero) autour des années 1904. « *New School Buildings gradually became necessary as the educationnel system expanded (the first Luanza outschool was started in 1904)* ». ⁴¹⁷Mwenda Kitanika et Antoine Munongo firent leurs premiers pas dans l'établissement des missionnaires protestants.

Selon Jean-Marie Kashoba, jusqu'à la veille de l'indépendance, l'enseignement à l'école protestante était très rudimentaire basé sur les trois notions : « lire, écrire et compter » avec une place importante réservée à la religion et aux chants (religieux). Les locaux étaient en briques adobes et couverts par des toitures en chaumes. Pendant longtemps la structure de l'école était organisée en 4 niveaux répartis comme suit : 1er niveau : « Mbeche » a, b, c (prononciation à l'anglaise), c'est le niveau d'apprentissage de l'alphabet ou le niveau préscolaire. 2ème niveau : « Patye-patye » qui veut dire à petits pas. Tout est basé sur l'association des lettres et la combinaison des sons pour former des syllabes. 3ème niveau : « Kumakya » c'est-à-dire à l'aube, c'est le temps ou le programme proprement dit centré sur l'apprentissage de la lecture, de l'écriture ainsi que du comptage. 4ème niveau : « Testamenti » ou apprentissage de la bible ; les élèves qui terminaient ce cycle étaient destinés à devenir des « Bafundji », des moniteurs ou mieux catéchistes.⁴¹⁸

⁴¹⁵*Biographie Historique du Congo*, Collection Documents et Travaux, 21(2001), 87-89.

⁴¹⁶ Fiche de renseignement établie par Jean-Marie Kashyoba.

⁴¹⁷I.R.Rotberg, « Plymouth brethren and the occupation of Katanga, 1896-1907 », *Journal of African History*, 5: 2(1964), 295.

⁴¹⁸Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashyoba à Lubumbashi, le 25 août 2012.

C'est longtemps après, au lendemain de la seconde guerre mondiale et vers l'indépendance, que cette école a dû adopter le programme de l'enseignement ordinaire mais jusqu'au niveau de 5ème niveau.

Il faut dire que les missions protestantes dites missions « étrangères » ne bénéficièrent des subventions du gouvernement colonial en matière scolaire qu'à partir de 1948. Cette mesure rendait justice au travail accompli par ces missions depuis 1878. Leurs œuvres étaient entièrement financées par les dons de leurs églises. C'est ainsi qu'elles avaient adressé des memoranda au gouvernement en 1933, 1940, puis en 1942 pour exprimer leur mécontentement.⁴¹⁹

Ainsi donc les élèves sortis de l'école primaire protestante de Bunkeya et dont les parents disposaient d'un peu de moyens allaient continuer l'enseignement post-primaire à l'école normale de Mulungwishi. A Bunkeya même, les élèves très doués recevaient en aparté des cours supplémentaires chez la demoiselle Toole pour être à niveau.⁴²⁰ En 1986, lors des manifestations marquant le centième anniversaire de l'implantation de la mission du Garenganze au Katanga, le Mwami des Yeke présenta un bilan sombre et négatif de cette mission qui n'a pu poursuivre l'œuvre commencée par le révérend Arnot. Il dit en substance :

Bunkeya seul a été laissé dans l'obscurantisme alors qu'à Chibambo sur le Lwapula, à Lwanza sur le lac Moero, à Kanshengeneke...il y a des écoles secondaires et hôpitaux, il y a tout. Nous référant à un passage de la lettre que Madame Arnot, belle fille du missionnaire Arnot, lettre nous adressée en 1961 : M'siri encourageait Arnot à enseigner à son peuple (du Garenganze) la lecture et l'écriture en langue afin que les habitants du Garenganze deviennent des hommes civilisés. Se conformant à l'ordre du Mwami, Arnot fonda une école primaire ainsi qu'un orphelinat. C'est cette école et cet orphelinat qui existent jusqu'à ce jour.⁴²¹

Les missionnaires protestants ont eu le mérite d'apprendre à toutes les catégories d'hommes à lire et à écrire dans leur langue maternelle. « *Comparés aux autres populations environnantes, les Yeke de Bunkeya, vieillards ou jeunes qui ont côtoyé la mission protestante savent lire et écrire.* ». ⁴²²

⁴¹⁹C.Tshimanga, *Jeunesse, formation et société au Congo/Kinshasa 1890-1960*, L'harmattan, (Paris, 2001), 155.

⁴²⁰« Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashyoba ».

⁴²¹« Allocution prononcée par son excellence, le mwami des Bayeke à l'occasion de la célébration du centenaire de l'église Garenganze à Bunkeya le 15 juillet 1986 » dans Kabwebu Kazembe Sankeneni *Regard historique sur la Garenganze Evangelical Mission au Katanga*, (Lubumbashi, 2004), 100.

⁴²²« Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashyoba »

La raison fondamentale du manque d'un réel encadrement de la population par les missionnaires protestants est pour nous, la présence de la mission bénédictine soutenue et financée par l'administration coloniale qui a étouffé les efforts entamés par les protestants dès leur installation à Bunkeya. C'est ainsi que partout ailleurs où les missionnaires protestants n'étaient pas en concurrence avec l'église catholique, ils ont tant bien que mal réalisé des œuvres dont l'impact se fait sentir jusqu'à ce jour. N'ayant pas de représentations dans les villes minières du Haut-Katanga, ces missionnaires n'ont pas réussi à mieux orienter les élèves qui sortaient de leurs écoles primaires. Les jeunes gens et jeunes filles qui terminaient les études primaires dans les écoles protestantes, allaient poursuivre leur cursus dans les établissements catholiques.

Si dans le domaine de la santé, les coutumiers ne manquaient ni d'établissements sanitaires, ni des cadres médicaux ayant entraîné, comme nous l'avons souligné plus haut, la résurgence de la médecine traditionnelle et le succès du mouvement Kamutshape, Bunkeya n'en était exempté. L'hôpital de Bunkeya était un des meilleurs hôpitaux de la région. On y soignait toute sorte de maladies depuis la lèpre jusqu'à la tuberculose, etc. Les malades venaient de partout : Mitwaba, Manono, Ntondo, etc. Depuis 1939, un médecin y demeurait en permanence.

Comme on peut le constater l'effort de guerre et toutes les mesures contraignantes prises pendant cette période ont entraîné des conséquences néfastes sur la vie sociale des villageois. La fuite des jeunes entraînant des perturbations sur l'économie et la démographie dans le milieu coutumier. A la sortie de la deuxième guerre mondiale, l'économie congolaise fut profondément bouleversée. L'effort de guerre a confirmé que l'économie clanique africaine fut capable de fournir, à un prix de revient insignifiant (pour l'économie capitaliste), des ressources insoupçonnables. Cependant, elle sort de la guerre dans un état d'épuisement inquiétant et la conviction que lorsque la grande entreprise va bien tout va s'en trouver légèrement ébranlée.⁴²³ Au lendemain de la seconde guerre mondiale, une nouvelle politique sociale fut mise sur pied pour éviter les troubles qui avaient secoué le Congo belge surtout dans les centres urbains. Cette politique transparait même dans la structure du rapport aux chambres, qui a reçu un nouveau chapitre, intitulé : « Action sociale ». Elle était caractérisée par un certain nombre d'éléments dont la création des foyers sociaux, dans les centres extra-

⁴²³B.Jewsiewicki, « Le colonat agricole européen au Congo-belge, 1910-1960: questions politiques et économiques », *Journal of African History*, 20 :4,(1979), 559-571.

coutumiers et dans les camps militaires, la création d'organismes, chargés de résoudre les différents problèmes des Noirs, la reconnaissance des syndicats et la mise sur pied de l'organisation professionnelle des Noirs. Dans le monde rural, des organismes furent créés en vue de promouvoir le bien-être des Noirs ruinés par l'effort de guerre, particulièrement dans les domaines de l'assistance médico-sociale, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage. Il s'agit du FBEI et du CEPSI pour ce qui concerne notre région d'étude. Tel est l'objet de la section suivante.

II.3 L'action du FBEI et du CEPSI dans la région de Bunkeya

Le Fonds du Bien-être Indigène, en sigle F.B.E.I, fut créé par l'Arrêté du Prince Régent 1^{er} juillet 1947. Doté d'une personnalité civile, cet organisme avait pour objet toutes les réalisations destinées à concourir au développement matériel et normal de la société autochtone coutumière au Congo belge et au Ruanda-Urundi.⁴²⁴ Selon l'esprit de cet arrêté, la société rurale qui constitue la grande masse de la population n'avait pas bénéficié par rapport à la population des centres urbains, des mesures d'ordre social prises par l'État et les entreprises privées. Ainsi donc l'action de cet organisme n'entendait pas la réduction des obligations de la colonie notamment en matière d'enseignement et d'assistance médicale. Ces charges constituaient les domaines de souveraineté dont l'État ne pouvait s'en débarrasser. Le F.B.E.I reçut aussi la mission de coordonner et d'inspecter les programmes d'œuvres des entreprises privées. Il existait déjà des fonds constitués par des entreprises européennes dans le but de promouvoir le bien-être et le développement matériel et moral de leurs travailleurs et des populations autochtones des régions où ces entreprises exerçaient leur activité.

De manière générale, les investissements de F.B.E.I au profit de l'économie rurale avaient pour objet la lutte pour la conservation et une meilleure utilisation des sols, le développement des paysannats indigènes (un essai prolongé de lutte contre la dénatalité et la dépopulation), le développement de la pisciculture et de l'élevage, le crédit à l'artisanat rural, l'enseignement agricole. Les dépenses pour les travaux publics visaient à la suppression des corvées : achat de bennes basculantes pour l'entretien des digues routières, substitution de toitures en tôles au chaume recouvrant certains bâtiments administratifs des circonscriptions indigènes, construction des routes présentant un intérêt social indiscutable. L'action médico-sociale devait se manifester par la construction, la réfection ou l'amélioration de nombreux centres médico-chirurgicaux officiels ou appartenant à des missions religieuses ; la

⁴²⁴A.Lemborelle, « Le fonds du bien-être indigène », *Bulletin Agricole du Congo-belge*, 43(1952), 125-134.

construction et l'équipement des hôpitaux, de dispensaires ruraux, la subvention des œuvres de protection de la mère et de l'enfant, l'édification et l'équipement des maternités et de consultations des nourrissons, l'étude des phénomènes de stérilité, dénatalité et mortalité infantile dans une région où la situation démographique était particulièrement mauvaise, l'achat d'ambulances et de canots automobiles... la lutte contre les grandes endémies telles que la lèpre, la tuberculose, la malaria, la bilharziose, la fièvre récurrente, l'enseignement médical, l'approvisionnement en eau potable des communautés rurales stabilisées. En matière d'enseignement, le Fonds avait subventionné des écoles normales et cours d'apprentissage pédagogique, des écoles ménagères primaires et post-primaires, des ateliers d'apprentissage artisanal et, dans les zones d'action massive, des écoles primaires ; il avait consacré des sommes importantes à des publications de caractère technique susceptibles d'apporter une aide directe aux pédagogues congolais. L'action éducative et culturelle avait été tentée à titre d'essai : création de plaines de sport, impressions de brochures, achat et production de films éducatifs destinés aux milieux ruraux⁴²⁵. Telles étaient les grandes lignes de l'action du F.B.E.I dans l'ensemble de la colonie. Mais cette action devait être développée en profondeur dans certaines régions, en principe au moins une par province. En fin d'année 1947 dans le territoire de Jadotville, l'action de cet organisme était bien attendue par l'administration coloniale qui se plaignait déjà de l'exode rural conséquence du boom économique de l'après-guerre.

Relevons cependant en fin d'année le renouveau vers les villes provoqué par le boom économique dans celles-ci et qui risque une fois de plus de mettre en péril la vitalité même des groupes autochtones. Ce sera l'œuvre du Fonds du Bien-être Indigène de combattre cette désertion des campagnes par le développement de l'économie rurale et de faire renaître une vie sociale au sein des villages.⁴²⁶

Les réalisations du F.B.E.I ont-elles soulagé la misère des populations rurales et combattu l'exode rural ? Non, l'exode rural a continué, car cette ruée vers les villes minières s'inscrivait dans une dynamique plus large dans tout le Congo belge. Effet, les migrants étaient attirés, comme nous l'avons dit ci-haut, par l'essor économique vigoureux des années d'après-guerre. Dans le Haut-Katanga, l'embauche des travailleurs était liée à l'apparition de beaucoup de maisons de commerce, des industries de transformation non associées

⁴²⁵A. Lemborelle, « Le fonds », 134.

⁴²⁶Archives Africaines, « Rapport AIMO, province d'Elisabethville », 1947, 6.

directement à l'UMHK. Ces unités ont fait fortune du fait de la guerre et puis ont profité aussi des effets du conflit coréen par la suite. Ainsi donc la prospérité générale peut être considérée comme le vrai moteur de l'afflux migratoire. Et les Africains partageaient cette prospérité, en partie à cause de l'action bénéfique de l'UMHK, et aussi grâce à la législation mise en place après la guerre. Les travailleurs, aussi bien à la cité que dans les camps, bénéficiaient de salaires relativement bons, et d'un niveau de vie beaucoup plus élevé que celui de la plupart de leurs cousins des campagnes. Pour une fois dans l'histoire de la ville, les Africains migraient vers Elisabethville attirés par l'amélioration des conditions de vie urbaine.⁴²⁷

Revenons à l'action du F.B.E.I. pour dire que Bunkeya fut bénéficiaire de quelques œuvres dont nous allons parler dans les lignes qui suivent. Il faut noter que Bunkeya fut inscrit sur la liste des villages devant être desservis par le Fonds du Bien-être Indigène grâce à la présence de l'ancien administrateur de territoire, monsieur Montenez, devenu secrétaire général de l'organisme à Bruxelles. Parlant des réalisations du FBEI, l'administrateur du territoire s'exclama en ces termes : Fonds du bien-être indigène : une manne abondante s'est abattue sur le territoire de Jadotville au profit des missions bénédictines. Pour soutenir son action en plusieurs endroits, le FBEI se référait aux missions chrétiennes, tel fut le cas de Bunkeya. Dans cette région, on confia aux prêtres et religieuses des fonds pour les consultations de nourrissons à Bunkeya. La construction et l'aménagement des écoles artisanales à Mukabe-Kazari et à Bunkeya. La construction, l'équipement et l'aménagement des écoles ménagères à Mukabe et à Bunkeya. Mukabe-Kazari et Bunkeya sont les deux villages de la chefferie des Bayeke qui ont profité des œuvres du FBEI. Bunkeya eut le privilège de recevoir non seulement une ambulance automobile mais aussi des fonds pour la Goutte de lait, les soins aux vieillards de l'hospice et les produits du dispensaire. La mission bénédictine de Bunkeya reçut également des fonds pour l'encadrement d'un groupement à tendance morale dénommé « Les anciens de M'siri »⁴²⁸. Selon le vœu du donateur, ce groupement devrait au fur et à mesure être transformé en coopérative agricole ou artisanale. Malheureusement l'expérience d'un paysannat indigène n'avait jamais vu jour à Bunkeya. D'ailleurs en 1950, les études furent faites et l'inventaire des terres fut établi pour l'implantation des paysannats indigènes à Bunkeya et Mokabe-Kazari. Aucune distribution de

⁴²⁷B.Fetter, *The creation of Elisabethville 1910-1940*, Hoover institution press, Stanford University (California, 1976).

⁴²⁸« Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville »1949, 58.

parcelle n'avait eu lieu, car il était indispensable avant de procéder à ce parcellement que les terres soient reconnues par un agronome.⁴²⁹ Ce constat fait ressortir l'incapacité du service agricole du territoire à organiser les paysannats dans la chefferie. Mauvaise volonté ou incompétence, aucune trace ne nous a été indiquée dans les documents consultés, mais tout porte à croire que vers les années d'après la seconde guerre mondiale, il eut relâchement du service de l'agriculture dû au manque de personnel pour la suivie et l'exécution des programmes. La grande œuvre fut l'installation à la mission des missionnaires bénédictins d'une pompe à moteur destinée à assurer l'alimentation en eau potable du village de Bunkeya⁴³⁰ et ce fut la fin de la plus pénible des corvées imposées aux femmes de l'ancienne capitale de M'siri. Les travaux pour l'adduction d'eau avaient aussi été réalisés à Mokabe Kazari.⁴³¹

Dans le cadre de l'éducation des masses, le FBEI remit aux missionnaires des fonds pour la projection des films à Bunkeya. La mission recevait les films du service provincial de l'Information. Ces films y connaissaient un franc succès, aussi bien parmi les adultes que parmi les enfants. Par exemple, les séances de cinéma organisées par la mission de Bunkeya, étaient fréquentées par 500 à 1000 personnes. Il y avait enfin lieu de noter que la plupart des administrateurs des territoires de l'intérieur commençaient à s'intéresser au cinéma, comme moyen de divertissement et d'éducation des autochtones. Ils réclamaient l'organisation de tournées cinématographiques ou envisageaient l'achat de projecteurs. Dans les milieux coutumiers, les spectateurs s'intéressaient davantage aux films de chasse, de sports et aux documentaires. Par contre dans les milieux urbains, les films qui avaient le plus de succès étaient par ordre de priorité : genres Tarzan, Western, Charlie Chaplin, Robin des Bois. Dans ces lieux, le problème du film devait retenir toute l'attention des autorités. Par rapport au milieu coutumier, le film en ville dépassait le sens éducatif et devenait nuisible à la société. « En effet, ces films frappaient l'imagination des indigènes sans qu'ils comprennent le sujet proprement dit de ceux-ci. La preuve en est qu'aux centres d'Elisabethville et de Jadotville, des groupes de « cow-boys » se forment qui attaquent les habitants le soir, avec conséquence logique qu'ils deviennent une plaie et que les assaillants sont traduits au tribunal. »⁴³²

⁴²⁹Archives Africaines RC/CB 20 (587), « Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville ». 1950, 36.

⁴³⁰Archives Africaines, RA/CB(233) 1892, RA/CB(113)10 « Rapport AIMO province du Katanga », 1953.

⁴³¹Archives Africaines RA/CB(233) 1892, « Rapport AIMO, province du Katanga », 1952, 68.

⁴³²« Rapport AIMO, province du Katanga », 1953.

Comme spectacles de cinéma les mieux organisés, il y a lieu de citer ceux qui étaient donnés par la mission St Jean (R.P Bénédictins). Cette mission possédait une salle de 1400 places assises, avec projecteurs de 16 et 35 mm. Elle a donné en 1953, 109 séances et a vu défiler 59.386 spectateurs. Sur base de cette expérience, la mission bénédictine a banni la projection de ce genre de films dans les milieux coutumiers.

II.4 Relations Villes-Campagnes

Comme dit dans le point précédent, les rapports entre villes et villages étaient caractérisés, de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la période d'après les indépendances, par le phénomène de l'exode rural engendré par le boom économique d'après la seconde guerre mondiale. Le mouvement se poursuivit jusqu'autour des années 70. La situation était pareille pour toute l'Afrique noire :

Des lendemains de la seconde guerre mondiale à la décennie 1970 a prévalu une vision manichéenne des relations entre villes et campagnes en Afrique noire: un dualisme antagoniste diabolisant la ville et faisant des campagnes ses victimes. Ainsi la ville était présentée comme une agglomération de paysans déracinés prélevant sur les campagnes rentes et forces productrices et assujettissant les ruraux à ses choix politiques. D'où la dénonciation d'un exode conduisant simultanément à la macrocéphalie des capitales et à la désertion des villages.⁴³³

Un témoignage d'un universitaire belge de Léopoldville illustre bien le fait : Les hommes adultes des milieux coutumiers, attirés par de hauts salaires et animés du désir d'échapper aux contraintes claniques, affluent dans les centres au point que l'on voudrait plutôt maintenant en refouler une partie, devant les difficultés que provoquent ces déplacements massifs. Au point de vue économique, il fallait résoudre les problèmes de l'habitat, de la production de vivres, de l'organisation des marchés de communication. Au point de vue social, on était effrayé de voir les conséquences qu'avaient entraînées le déséquilibre des sexes dans les centres, l'abandon des contraintes morales coutumières, la désorientation des indigènes encore peu évolués en face des modes de vie extra-coutumiers qu'il fallait adopter.⁴³⁴

J. Benoit apporte quelques précisions sur le détail de cet afflux. Ainsi les années de plus grande prospérité économique, comme 1955 et 1956, enregistrent le plus grand nombre d'arrivées. Cela se comprend en soi, mais aussi en fonction de la réglementation en vigueur.

⁴³³P.Pelissier, « Ruraux et citadins en Afrique noire : une géographie métissée », *L'Information Géographique*, 68(2004), 293-307.

⁴³⁴F.Banzy, *Problèmes structurels de l'économie congolaise*, IRES, Université Lovanium et éd, nauwelaerts, Université de Louvain, (1957), 101.

Car à cette époque est appliqué le système du passeport de mutation, et l'autorisation de séjour, destinés à éviter en ville l'invasion des désœuvrés. Mais aussi longtemps que la situation économique est demeurée brillante, et que la population masculine a trouvé aisément de l'emploi, l'administration a volontairement fermé les yeux sur les irrégularités de certaines activités et a légalisé, à posteriori, la situation des individus (non en règle), (surtout) pour les travailleurs qui acceptaient d'être employés dans les secteurs paralysés par une pénurie de main-d'œuvre, telles les entreprises agricoles de la zone annexe.⁴³⁵

Le rejet d'un monde rural en crise. C'est un tableau exagérément optimiste, destiné à exalter les bienfaits de la stabilisation, que les responsables de l'Union Minière donnent de l'arrière-pays rural du bassin minier, lorsqu'ils évoquent ces communautés qui vivent calmement dans leur routine coutumière, continuant à être les génératrices heureuses de main-d'œuvre industrielle jeune, et de vivres pour celle des centres industriels lointains.⁴³⁶ La réalité de l'époque est tout autre, et il faut bien qu'elle le soit pour justifier l'ampleur que va prendre, que prend déjà, l'exode rural. Le Gouverneur Général Jungers lui-même qui, ouvrant en 1948 le conseil de gouvernement du Congo belge, avait déploré les prélèvements excessifs sur l'intérieur, le vieillissement des communautés rurales, et déclarait que plusieurs territoires de la colonie avaient déjà atteint un stade tel que la situation pouvait être considérée comme irréversible.

La colonisation aura mobilisé au profit du bassin minier les ressources démographiques et vivrières des régions immenses, sans qu'il ait réorganisation d'ensemble de l'économie rurale. On aura construit des routes, introduit de nouvelles cultures, mais dans une société réglementée et presque figée par la planification coloniale, il n'existait ni paysannerie libre, ni classe de propriétaires qui auraient pu faire les investissements nécessaires. Et face au prodigieux essor de l'économie minière, c'est un insidieux processus de sous-développement qui s'empare du monde rural, et qui est sans doute le premier responsable de l'exode vers les villes. Le coutumier attribue ce phénomène à l'émancipation apportée par le milieu européen.

⁴³⁵J.Benoit, *La population africaine à Elisabethville à la fin de 1957. Son état, sa structure, ses mouvements et ses perspectives d'évolution prochaine*, université de Liège, Fulreac et Cepsi, (Elisabethville, 1962).

⁴³⁶Moutouille. L., *politique sociale de l'union minière du Haut-Katanga pour sa main-d'œuvre indigène et ses résultats de vingt d'ans d'application*, IRCB, (Bruxelles, 1946).

*C'est de votre faute vous, les Blancs, les Européens minent nos croyances, de même que nos raisons et nos modes de vie. Ils nous ont fait esclaves des signes monétaires.*⁴³⁷ Telle est la situation générale dans toutes les campagnes et les villes du Haut-Katanga industriel.

Les populations de Bunkeya ne sont pas restées en marge du mouvement général. Depuis le système du travail migrant correspondant à ce que J.L. Vellut a appelé la première phase de l'industrie minière au Congo-belge⁴³⁸, les Yeke ont travaillé dans plusieurs chantiers, carrières de minerai, routes et chemin en construction, ils étaient engagés pour quelques mois comme porteurs, coupeurs de bois, terrassiers avant de retrouver leurs champs et d'être remplacés par d'autres. Le témoignage éloquent est celui dont on a déjà parlé, de ces Yeke qui avaient assuré le transport du premier envoi de la production aurifère de la mine de Ruwe. A cette époque, l'attrait vers ces centres naissants se manifestait, l'on se souviendra du retour forcé des populations à Bunkeya qui s'opéra sur demande du Mwami Kitanika à l'autorité coloniale entre 1915 et 1916. Bon nombre des Yeke étaient attirés par le travail à la Sogefor et jusqu'à ce jour, on retrouve un ilot des Yeke à Mwandishingusha installés là dans le cadre du travail. En examinant de près les facteurs de l'exode rural, le village apparaît souvent comme un lieu répulsif. Mais, pour de nombreux citadins yeke, naissances, initiations, mariages, décès, les principales phases d'une vie se célébraient au village.

Au plan socioculturel, les années 1940 à 1950 ont fait de Bunkeya un extraordinaire carrefour des rencontres grâce au dynamisme de ses responsables. Il ne se passait pas un dimanche où l'on ne célébrait quelque mariage soit religieux soit coutumier non pas uniquement des habitants du village mais de jeunes gens venant souvent de fort loin. En effet tous ou presque tous les jeunes gens en âge de se marier, commis, clercs, enseignants et ouvriers des grands centres urbains à l'instar d'Elisabethville, Jadotville, Kolwezi, etc. descendaient à Bunkeya se chercher une future épouse. Et chacun y trouvait chaussure à son pied soit chez les internes des écoles catholiques ou protestantes, soit parmi les externes du village ou d'ailleurs.⁴³⁹

Même les futurs bami des Yeke, Antoine et Godefroid Munongo ont épousé les filles dans leur terroir. Si la ville attire, c'est d'abord parce qu'elle est conçue comme l'occasion de réussir vite sur le plan financier. Elle est aujourd'hui le lieu où l'homme d'affaires peut

⁴³⁷F.Grévisse, « Notes ethnographiques », .57-9

⁴³⁸J.L.Vellut, *Les bassins miniers de l'ancien Congo belge, essai d'histoire économique et sociale (1910-1960)*, Cahiers du Cedaf, série 2, numéro 7, (Bruxelles, 1981).

⁴³⁹A.Kashoba Mwenda, *Qui est*, .97.

obtenir un crédit, où le jeune diplômé peut tenter d'amorcer une carrière mais dont l'environnement social est jugé instable et incertain.

Les relations entre Bunkeya et ses environs se traduisaient par ce flux migratoire, des petits travailleurs saisonniers, ceux qui faisaient des va-et-vient entre les centres urbains et les villages. Témoignage de monsieur Kyabondo: un ancien travailleur de ville, rentré à Ntondo et est devenu le grand photographe de la région, il a formé aussi d'autres photographes comme Kidyamba de Bunkeya.

Je me rendais en ville quand l'occasion d'un petit travail se présentait et quand je n'avais plus le boulot, je retournais dans mon village, j'ai fait la ville au moins trois fois, je n'avais pas trouvé un travail permanent à Jadotville, c'est ainsi que j'ai acheté un appareil photo et je suis devenu le seul photographe dans la région de Ntondo-Bunkeya et j'ai formé d'autres photographes. La ville était attrayante surtout pour ceux qui évitaient les travaux champêtres, allaient trouver un petit boulot en ville. A leur retour, ils étaient éveillés, et au retour nous étions des hommes civilisés du village, bon habillement, respectés de tous, nous n'épousions que les femmes du village car elles étaient respectueuses. Les femmes n'allaient pas seules en ville, en cas de divorce, quand elles revenaient, elles étaient vite récupérées par d'autres.⁴⁴⁰

En dehors de toute considération économique ce témoignage soulève la question du genre, il perpétue en quelque sorte l'idée de l'infériorité de la femme par rapport à l'homme. Les hommes sans moyens évitent ou n'ont pas la possibilité d'épouser les femmes en ville, se rabattent sur celles du village qu'ils estiment. Les femmes venant de la ville sont vite prises par les grands du village (chefs de village, commerçants, enseignants, clercs) Elles constituent des biens de prestige. La question du genre n'étant pas notre préoccupation, nous clôturons ce chapitre en parlant de la fin du règne du mwami Mwenda Munongo.

II.5 La fin du règne de Mwenda Munongo Mutampuka

Le rapport administratif de l'an 1949 présentait Mwenda Munongo, bien que plus âgé, comme encore vigoureux et très autoritaire, se déplaçant peu en dehors de son groupe et jouissant d'une autorité toute nominale sur les groupes soumis à son autorité et bénéficiant du prestige attaché aux enfants de M'siri. A cela s'ajoute le fait d'avoir acheté un camion en fin d'année lui permettant de s'en servir dans beaucoup de ses déplacements.⁴⁴¹ Mais les rapports des années 1952, 1953 et 1954 parlent d'un chef affaibli par le poids de l'âge et de la maladie

⁴⁴⁰ « Entretien avec le représentant administratif et le représentant coutumier du chef de groupement Ntondo ».

⁴⁴¹ « Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville », 1949, 19.

et n'ayant plus d'autorité sur ses sujets. Ces rapports envisageaient déjà à sa disparition, la suppression de la chefferie et son remplacement par un secteur.

L'autorité du chef Mwenda s'est fortement affaiblie ces dernières années. Un chef comme Kasongo Mutobo ne se soucie plus guère du Mwenda de Bunkeya. Il en est de même avec les chefs des groupements de Mokabe Kazari et Mbebe. Sans doute sera-t-il opportun de constituer à la mort de Mwenda, un secteur qui serait fourni par les groupes : Mutobo, Mbebe, Mokabe, Nguba, Mwenda-Munongo.⁴⁴²

Mais cela ne fut pas réalisé et on ne connaît pas les raisons de l'échec de ce projet. Pour Grévisse, c'est l'intervention d'une autorité supérieure qui a dû empêcher la matérialisation de ce projet.

A l'époque, l'autorité territoriale de Likasi, au niveau de district et du territoire, était exercée par des fonctionnaires ayant fait carrière dans des bureaux ou dans d'autres régions du Congo. Ils étaient, pour autant qu'ils les connussent, peu sensibles à l'histoire et aux coutumes locales. Ils en vinrent à envisager et à proposer la disparition de la chefferie yeke et sa transformation en un secteur devant n'avoir plus ni identité ni cohésion. Il n'est que par des démarches d'une très haute personnalité auprès de S.M le Roi que le pouvoir yeke put être sauvé une nouvelle fois.⁴⁴³

Tout laisse croire qu'une certaine catégorie d'autorités coloniales tenait à la survie de l'empire yeke même au moment où cet espace (Chefferie de Bayeke) ne remplissait plus les critères administratifs de son maintien comme structure coutumière.

En 1955, suite à l'état de santé déficient du grand chef Mwenda Munongo, son autorité ne fut que théorique sur les divers groupes de la chefferie. Il est à noter qu'en cette année, le chef Mwenda fut arrêté le 17 décembre pour rapt, séquestration, assassinat et anthropophagie et emmené à la prison de Jadotville. En effet l'affaire de "muntu-mbushi" c'est-à-dire homme-chèvre éclata à Bunkeya. Il existe une coutume de sacrifice d'une chèvre pour obtenir la guérison du chef, au lieu de ce sacrifice rituel d'une chèvre, c'était celui d'un jeune enfant qui pouvait guérir un chef. Or un enfant de deux ans avait disparu à Bunkeya. Une spectaculaire enquête judiciaire conduisit à mettre le mwami en cause et en prévention. Etait-ce vérité ou intrigue ? Magabwa croit qu'il s'agissait là d'un coup monté par les missionnaires bénédictins qui, avec l'appui de monseigneur de Hemptinne, voulaient obtenir la quasi-totalité de la plaine fertile de Bwatobongo. Mutampuka s'en était farouchement opposé. C'était pour

⁴⁴²« Rapport annuel AIMO territoire de Lubudi », 1952, 24.

⁴⁴³F.Grévisse, « La lignée », 616-7

le noyer et précipiter sa mort.⁴⁴⁴ Entre-temps, à l'intervention du Parquet général, l'enquête avait tourné court et Mwenda était rentré chez lui. Pour Magabwa, propos soutenu aussi par Adelin Kashoba, les missionnaires avaient corrompu les parents de cet enfant. Ces missionnaires auraient caché cet enfant à Kolwezi et l'auraient envoyé plus tard en Europe. Godefroid Munongo aurait suivi de près le dossier même des années plus tard, mais selon toujours Magabwa, le feu monseigneur Kabanga, archevêque de Lubumbashi, aurait brouillé toutes les pistes. En ce temps-là, une correspondance d'Antoine faisait allusion aux difficultés de retracer le fait avec objectivité. *« Vous m'encouragez à poursuivre la réhabilitation de la mémoire de mon père. Cette réhabilitation je la poursuivrai jusqu'à ce je l'obtienne, bien que cette tâche soit dangereuse. Dangereuse elle l'est, puisque mon frère Godefroid Munongo qui a eu l'audace de parler de certains éléments recueillis est traité d'ennemi de l'église catholique. »*⁴⁴⁵

Le rapport administratif dressé à la suite de l'arrestation du Chef Mwenda Munongo en date du 16/12/1955 démontrait clairement la véracité des faits⁴⁴⁶. Selon l'administrateur de territoire de Lubudi de l'époque, M. Bourgaux, le mwami et ses notables furent symboliquement arrêtés mais l'affaire fut classée sans suite et le rapport demeura confidentiel. Les personnes belges au courant de l'affaire furent mutées.⁴⁴⁷ Les autorités coloniales n'osaient pas, apparemment, s'attaquer à Mutampuka le dernier fils de M'siri. Leur attitude prouve à suffisance la collaboration ou mieux, la complicité mutuelle du pouvoir colonial avec le pouvoir yeke.

En avril 1956, mwami Musanfya mourrait à l'âge de 81 ans. Kashoba Jean-Marie soutient que le mwami est mort pour n'avoir pas respecté les prescrits de la coutume. En effet, la coutume yeke interdit à tout mwami de voir les tombes de ses ancêtres sous peine de pouvoir rejoindre ces derniers dans les pays des morts. Forcé par l'autorité coloniale de se rendre au cimetière, pays de ses ancêtres défunts, pour une visite d'enquête judiciaire menée

⁴⁴⁴« Entretien avec monsieur Magabwa ».

⁴⁴⁵Archives CERDAC, « Lettre d'Antoine Munongo adressée à monsieur Verbeken, commissaire de district honoraire du Haut-Katanga, le 10 mai 1956 ».

⁴⁴⁶Rapport administratif dressé suite à l'arrestation en date du 16/12/1955 du Grand Chef Mwenda Munongo de la C.I. des Bayeke, 24 décembre 1955.

⁴⁴⁷Lettre de M. Bourgaux à Erik Kennes le 22 septembre 2007, E.Kennes, « Fin du cycle », 536.

au niveau de Bunkeya, le mwami Musamfya viola par là un des interdits majeurs que lui impose la coutume et en mourut quelques semaines plus tard.⁴⁴⁸

Conclusion partielle

Ce chapitre a étudié la situation sociale de Bunkeya depuis le début de la seconde guerre mondiale jusqu'à la mort de Mwenda Munongo dont le règne était controversé. Pendant cette période, l'attention du colonisateur était plus tournée vers le monde urbain que le monde rural. L'avènement de Mutampuka à la tête de la chefferie des Bayeke n'avait pas été accepté par bon nombre d'observateurs coloniaux, ces derniers estimaient que ce chef n'était pas à la hauteur de son prédécesseur parce qu'illettré. Les circonstances de l'heure, l'appui inconditionnel de tous les notables d'une part et de toute la population, ont poussé le pouvoir colonial à entériner ce choix. Pour le conseil des notables ce choix était guidé par le souci de prévenir un possible affrontement entre descendants des chefs prédécédés (Mukanda Bantu et Kitanika). C'est pourquoi le conseil des notables prit la décision d'épuiser la génération des descendants directs de M'siri.

Dans le cadre de la gestion des affaires administratives, Mutampuka poursuivit dans les premières années l'œuvre de son prédécesseur Kitanika. Il était assisté, dans sa tâche par son jeune frère Joseph Kazembe qui se montrait compétent pour ce qui concerne la tenue des documents administratifs. Notons que Joseph Kazembe était interprète au parquet d'Elisabethville et avait démissionné de ses fonctions en ville pour venir aider son frère dans l'administration de la chefferie.

Mwenda fit l'objet d'une remontrance de la part de l'administration coloniale pour ne s'être pas opposé assez vigoureusement à des propagandistes du Kitawala et d'un autre mouvement dénommé Kamutshape dans sa chefferie. Cela apparut aux yeux de l'autorité comme un abus de confiance car même les notables et policiers avaient adopté la même attitude en soutenant ces mouvements qualifiés de subversif. Malgré ce passage à vide, dans le cadre des travaux publics et jusqu'à l'âge très avancé, Mwenda Munongo fut actif dans sa circonscription, la parcourant avec les pauvres moyens et dans l'inconfort inhérent à la situation matérielle réservée aux autorités coutumières par une administration particulièrement ingrate à leur endroit. Il put faire réaliser la liaison routière Bunkeya-Kalonga.

⁴⁴⁸J.M.Kashoba Mabindi, « Mode », 63.

Une attention particulière a été portée sur la participation de la population du territoire de Jadotville en général et celle de Bunkeya en particulier à l'effort de guerre. L'agriculture dans le territoire de Jadotville pendant la seconde guerre mondiale était calquée sur les orientations de la politique agricole définie à partir de la période de la grande dépression. Elle était caractérisée par la généralisation des cultures obligatoires. Entre 1940 et 1942, l'effort de guerre agricole fut imposé par-ci, par-là au gré de la demande alliée et devint effectif et généralisé en 1942, quand l'Etat fit passer la durée annuelle de ses impositions culturales- y compris la cueillette de 60 à 120 jours dont 60 jours pour l'effort de guerre. Les cultures obligatoires subirent une forte majoration en emblavures. En territoire de Jadotville, et par homme adulte valide vivant dans les circonscriptions coutumières, des emblavures furent imposées (en ares). L'effort de guerre avait pesé lourdement sur les régions les plus accessibles et les plus fertiles de ce territoire.

Un événement d'ordre économique qui mérite aussi une attention particulière était la reprise industrielle en 1940-1941 dans le cadre de l'effort ; l'exode des populations vers les entreprises européennes n'avait fait que s'accroître au cours de l'année 1941, à tel point que le nombre de planteurs avait baissé. Les conditions de vie imposées aux villages étaient si écrasantes qu'elles forçaient la population jeune adulte à gagner la ville et les camps ouvriers qui devenaient non seulement des centres d'emploi, mais surtout des centres plus sécurisants que les villages.

Dans le cadre de l'éducation, Bunkeya profita de l'encadrement de l'enseignement par les missionnaires Bénédictins. Pendant la seconde guerre mondiale, l'école normale de Kapolowe fut transférée à Bunkeya. L'encadrement des instituteurs-catéchistes était bien assuré. L'école artisanale continuait à former les hommes de métier, maçons, tailleurs et menuisiers. Les élèves sortis de l'école primaire de Bunkeya étaient orientés les uns vers le petit séminaire de Kapiri généralement des élèves brillants issus de familles et les autres vers l'école normale de Kapolobwe. Les meilleurs finalistes de l'école artisanale étaient inscrits à l'école professionnelle de la Kafubu à Elisabethville. C'est autour des années 1950 que sortiront du séminaire et de l'école normale, la grande élite yeke qui fera son apparition dans les divers domaines de la vie publique congolaise.

Pour éviter au maximum les troubles semblables à ceux qui avaient secoué le Congo belge au cours de la seconde guerre mondiale, une nouvelle politique sociale fut mise sur pied au lendemain de la guerre. Elle a été caractérisée par un certain nombre d'éléments dont la

création des foyers sociaux, dans les centres extra-coutumiers et dans les camps militaires, la création d'organismes, chargés de résoudre les différents problèmes des Noirs. A propos des organismes chargés de résoudre les problèmes des Noirs, il faut citer le CEPSI, le FBEI. Bunkeya fut inscrit sur la liste des villages devant être desservis par le Fonds du Bien-être Indigène grâce à la présence de l'ancien administrateur de territoire monsieur Montenez, devenu secrétaire général de l'organisme à Bruxelles. Pour soutenir son action en plusieurs endroits, le FBEI se referait aux missions chrétiennes, tel fut le cas de Bunkeya. Dans cette région, on confia aux prêtres et religieuses des fonds pour les consultations de nourrissons, la construction et l'aménagement des écoles artisanales, la construction, l'équipement et l'aménagement des écoles ménagères à Mukabe et à Bunkeya.

Bunkeya eut le privilège de recevoir non seulement une ambulance automobile et des fonds pour la Goutte de lait, les soins aux vieillards de l'hospice mais aussi les produits pharmaceutiques du dispensaire. La mission bénédictine de Bunkeya reçut également des fonds pour l'encadrement d'un groupement à tendance morale dénommé « Les anciens de M'siri ».

Enfin, Les rapports entre villes et villages étaient caractérisés, de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la période d'après les indépendances par le phénomène de l'exode rural engendré par le boom économique d'après la seconde guerre mondiale. Le mouvement va se poursuivre, dans une sorte d'euphorie mêlée d'inquiétude pour les pouvoirs coloniaux, jusqu'à quelques années après l'indépendance. Si la ville attire, c'est d'abord parce qu'elle est conçue comme l'occasion de réussir vite sur le plan financier. Les relations entre Bunkeya et ses environs se traduisaient par ce flux migratoire, des petits travailleurs saisonniers, ceux qui faisaient des va-et-vient entre les centres urbains et les villages.